

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

AIR FRANCE

Un plan de restructuration qui crée des turbulences

9 La compagnie d'aviation, lourdement endettée et déficitaire, a annoncé hier un plan de restructuration drastique, lors d'un comité central d'entreprise qui s'est transformé en bousculade. Plusieurs cadres dirigeants d'Air France ont été pris à partie physiquement par des employés qui ont interrompu la réunion.



3 Tour d'horizon des communes, villes, départements et régions d'Europe qui se mobilisent contre le grand marché transatlantique.

4 Le projet du bureau d'architectes portugais Aires Mateus remporte le concours du second bâtiment du **Pôle Muséal** lausannois. Entretien.

5 Le MCG réclame des **sanctions** à la suite de la manifestation qui a interrompu la séance extraordinaire du Grand Conseil sur l'asile vendredi dernier.

PUBLICITÉ



éditorial

BENITO PEREZ

PORTUGAL:
LE PS VISE
AU CENTRE
ET RATE
LA CIBLE

9

L'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste avait suscité l'ire de certains commentateurs: en se choisissant un candidat trop à gauche, le Labour se serait sabordé en vue des prochaines élections britanniques. Les récentes défaites de la social-démocratie, de Londres à Copenhague, en passant par Berlin, Tel-Aviv ou Zagreb, tendent pourtant à dessiner une autre réalité: c'est bien le pari du centre qui est aujourd'hui systématiquement perdu.

Le Parti socialiste portugais (PSP) d'António Costa est la dernière victime en date de cette confortable illusion. Le chef de l'opposition avait tout pour l'emporter dimanche: une profonde crise sociale, une gauche socialement majoritaire, une bonne cote personnelle, une gauche radicale divisée, un gouvernement sortant mal-aimé...

Et, de fait, la droite a été sanctionnée. Avec 36,8%, la coalition gouvernementale a perdu la bagatelle de treize points par rapport à 2011, laissant en chemin 820 000 électeurs, soit un sympathisant sur trois, et sa majorité absolue.

A côté de cet exode de masse, l'arrivée de quelque 180 000 nouveaux votants socialistes paraît presque anecdotique. Avec 32,4%, M. Costa fait à peine mieux qu'un José Socrates, crédité en 2011 de 28%, les mains plongées dans le cambouis de l'austérité et déjà empêtré dans les affaires qui allaient le conduire en prison.

L'échec d'António Costa est d'autant plus frappant que le candidat socialiste a longtemps dominé les sondages. Face à l'impopulaire gouvernement de Pedro Passos Coelho, son discours anti-austérité faisait mouche. L'ancien maire de Lisbonne tenta même de surfer sur le succès de Syriza en Grèce, «signe d'un changement en Europe», selon ses mots.

Mais le scrutin se rapprochant, le pouvoir à portée de main, le PSP a sensiblement modéré son langage. Son programme s'est voulu rassurant pour les marchés et son ton moelleux pour des Européens aux prises avec les revendications grecques: en cas de succès de M. Costa, le remboursement de la dette et les coupes sociales orchestrées par M. Passos ne devaient pas être remises en question, faisait-on savoir, en guise de refus d'un accord électoral avec la gauche radicale.

L'effet ne s'est pas fait attendre: encore crédité en juin de 37% à 38% des intentions de vote, António Costa n'a mis que deux mois à chuter encore plus bas que la coalition de droite. Incapable d'incarner une vraie alternative, le PSP aura largement contribué au record historique d'abstention enregistré dimanche (43%), tout en favorisant une petite percée de la gauche radicale. Additionnées, les quatre principales forces alternatives ont reçu plus d'un cinquième des suffrages et permettent au Bloc de gauche et au Parti communiste d'occuper 36 sièges (+12) sur 230 au parlement.

Privée de majorité absolue, la droite va probablement gouverner avec la bénédiction du groupe socialiste, ce dernier préférant très certainement renoncer à un gouvernement de coalition avec l'extrême gauche qui le mettrait en porte-à-faux avec l'Union européenne.

Pour le PSP, l'aventure s'annonce à risque, car il sera amené à négocier les réformes néolibérales figurant à l'agenda de M. Passos. Ou alors, il devra assumer la responsabilité de nouvelles élections tout aussi incertaines. Ouvrant le champ à une nouvelle recomposition politique à gauche?

REGARD DIRECT

DANS
L'ATTENTE
DE
RÉFUGIÉS

Des lits de camp et des sacs de couchage sont prêts pour l'arrivée d'un contingent de réfugiés dans une salle du Parc des expositions de Francfort-sur-l'Oder, (D). L'Allemagne, une des destinations principales des requérants d'asile, pourrait devoir accueillir jusqu'à 1,5 million de personnes en 2015, a affirmé hier le quotidien allemand *Bild*, sans que ces chiffres soient confirmés par le gouvernement. Dans une interview diffusée dimanche par la radio publique Deutschlandfunk, Angela Merkel a indiqué que l'Allemagne continuerait de donner l'exemple en matière de politique d'accueil de demandeurs d'asile, alors que la cote de popularité de la chancelière recule et que la grogne a également gagné une partie de son propre camp conservateur.

CO-AGENCES/
KEYSTONE- PATRICK PLEUL



L'IMPOLIGRAPHE

Le théâtre, parce que...

Le théâtre, parce que Sophocle et Eschyle et Euripide, parce qu'Aristophane et Plaute et Molière et Labiche et Marivaux, et Jarry, parce que Marlowe et Shakespeare et Bond, parce que Brecht et Beckett et Koltès et Genêt, parce que Sartre et Camus, Camus et Sartre, et Tchekhov et Pirandello et Garcia Lorca,

parce que Jovet et Vilar et Planchon et Chéreau,

et, puisque c'est ici qu'il nous surprend comme Debray le dit de l'histoire, le théâtre parce que Lillo et Ziegler et Mohr et Loichemol et Bisang et Bideau et Viala et Probst et Apothéloz et Besson et Steiger et Langhoff et tous les autres, les vivants trop vivants pour dormir et les morts qui ne sont pas morts parce la scène est un lieu de vie plus forte que la vie et que Cassandra n'est pas morte puisque Fanny Ardant est Cassandra et que Vladimir Vissotsky fut Pougatchev.

Le théâtre parce qu'il dit le monde tel qu'il est et tel qu'il fut et tel qu'il devrait être, parce qu'il dit la douleur et la solitude et la colère et la joie et l'amour et le rêve.

Le théâtre parce qu'il rit, pleure et gronde.

Le théâtre, parce que, écrit André Bonnard, «la tragédie grecque exige avec force que les dieux soient justes et fassent en ce monde triompher la justice», que «tout spectacle tragique est en effet le spectacle d'un conflit», que «nous y participons, nous spectateurs, suspendus entre la crainte et l'espoir, comme s'il s'agissait de notre propre sort», que «le héros tragique se bat pour que le monde soit meilleur ou, s'il doit rester tel qu'il est, pour que les



PAR
PASCAL
HOLENWEIG*

hommes aient plus de courage et de sérénité pour y vivre» et qu'Eschyle ne dit «Prométhée enchaîné» que pour dire ensuite «Prométhée délivré».

Le théâtre parce qu'il est étranger même quand il est d'ici.

Le théâtre parce qu'il trouble, qu'il déplace et replace les lignes. Le théâtre parce qu'il sacre les monstres.

Le théâtre parce qu'il n'est pas moderne, mais contemporain.

Le théâtre parce qu'il n'est pas consommable.

Le théâtre parce que les potentats le brident, le briment, le musèlent, le ferment.

Le théâtre parce que les acteurs n'avaient pas droit aux sacrements.

Le théâtre parce qu'il a une cour et un jardin.

Le théâtre parce que ceux qu'on n'aime pas ne l'aiment pas, parce que plus misérables sont les prétextes qu'on trouve pour n'en pas construire, plus il s'impose qu'on en construise plutôt que des stades, des parkings, des centres commerciaux et des prisons.

Le théâtre, parce qu'avec L'Usine en grève et la Nouvelle Comédie en rade, le paysage culturel genevois finira bien par faire décor pour *Les Beaux Jours* de Samuel Beckett...

Le théâtre, parce qu'on aime Ubu sur scène, pas au parlement.

Le théâtre, parce que la Nouvelle Comédie est le plus beau projet culturel de ces trente dernières années à Genève... Le théâtre, parce qu'elle se fera. Si ceux qui la veulent se battent pour qu'elle se fasse. Malgré ceux qui se débattent pour qu'elle se défasse.

* Conseiller municipal carrément socialiste en Ville de Genève.

Benjamin Netanyahu n'est pas un homme politique d'envergure, c'est de notoriété publique. Il n'a ni l'intelligence des évolutions politiques globales ni de vision à long terme d'Israël dans la région. Son expertise, et ceci personne ne peut le nier, c'est la parole: où qu'il se trouve, que ce soit devant un parlement ou à un mariage, Netanyahu se sent obligé de pro-



PAR
MICHEL
WARSCHAWSKI*

son un élément indispensable de sa rhétorique, il en raffole.

Le 1^{er} octobre dernier, aux Nations Unies, à New York, il a décidé d'utiliser le silence: pendant près d'une minute, Netanyahu s'est tu. Ce silence devait, évidemment, symboliser celui de la communauté internationale face à la menace iranienne, comparée au silence des nations européennes face à la montée du nazisme dans les années 1930.

Nombre de commentateurs locaux ont exprimé le souhait que ce silence devienne une habitude pour le premier ministre; ceci lui permettrait d'éviter de préférer à longueur de journée des menaces contre le monde entier: contre Mahmoud Abbas qui, comme chacun sait, ne rêve que de la destruction d'Israël, contre l'Iran qui incarne le nazisme du XXI^e siècle, contre Barack Obama, responsable du déclin de l'Occident, et, comme dit plus haut, contre l'ensemble de la communauté internationale accusée de laxisme face à tout ce qui menace ladite civilisation judéo-chrétienne.

L'arrogance irresponsable de Netanyahu n'a pas de limite: «S'il le faut, nous le ferons tout seuls [bombarder l'Iran]», répète-t-il à longueur de journée depuis que les pays occidentaux ont décidé de signer un accord avec ce pays. En fait,

le premier ministre israélien vit dans une dissonance cognitive grave et se montre incapable de changer de logiciel, alors que le monde qui a façonné sa philosophie politique n'existe plus. Pour la grande majorité des Etats, l'Iran n'est plus le problème, mais au contraire une partie de la solution. La communauté internationale se concentre sur la menace globale que représente Daesh, et se coalise pour lutter contre, or Netanyahu ne mentionne pas ce fléau, préférant dénoncer pendant une longue demi-heure le danger iranien.

L'arrogance n'est pas l'apanage du premier ministre, loin de là. Un jour plus tôt, à la conférence des pays donateurs à l'Autorité palestinienne, qui se déroulait en marge de l'Assemblée générale, la vice-ministre des Affaires étrangères, Tzipi Hotovely, a salué les juifs qui allaient prier sur l'Esplanade des Mosquées à l'occasion de la Fête des Cabanes qui se déroulait le même jour. Provocation? Inconscience? Toujours est-il que son intervention lui a valu une réponse cinglante de la part du ministre jordanien des Affaires étrangères, Nasser Judeh, qui a mis en garde l'Etat hébreu sur l'impact des images de soldats israéliens souillant de leurs gros souliers les tapis d'Al-Aqsa. «Vous heurtez les sentiments d'un milliard et demi de musulmans, et prenez le risque d'une guerre mondiale des religions», a-t-il prévenu. Hotovely aurait mieux fait de suivre l'exemple de son chef et, pour une fois au moins, de se taire.

* Militant anticolonialiste israélien, fondateur du Centre d'information alternative (Jérusalem/Bethléem).

AU PIED DU MUR

Le silence
de Netanyahu

noncer un discours, et lorsqu'il ouvre la bouche, on voit ses yeux briller de plaisir. Au cours de sa trop longue carrière, il a prononcé des milliers de discours, et dit tout et son contraire, mais toujours avec la même certitude, la même agressivité, souvent accompagnées de gimmicks dont le seul but et de multiplier la couverture médiatique. On se souvient, par exemple, du premier ministre israélien brandissant devant l'Assemblée générale des Nations Unies un petit poster ou était dessinée une bombe (iranienne, évidemment), histoire de concrétiser devant la communauté internationale la menace immédiate qui planerait sur notre planète. Les gimmicks

ANALYSE Face aux dangers du grand marché transatlantique (GMT), en tractations, une résistance s'organise des deux côtés de l'Atlantique, jusqu'au cœur des collectivités territoriales.

Ces Européens qui défient le libre-échange

LE MONDE
diplomatique

AMÉLIE CANONNE*
& JOHAN TYSZLER**

«Le Conseil régional d'Ile-de-France (...) demande l'arrêt des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), dit grand marché transatlantique (GMT), du fait de l'absence de contrôle démocratique et de débat public sur les négociations en cours.» La région Ile-de-France fut la première dans l'Hexagone à se déclarer «zone hors TTIP» (ou «hors Tafta», pour reprendre l'acronyme du premier nom anglais du projet, Transatlantic Free Trade Agreement). Depuis le vote de cette délibération le 14 février 2014, près de 500 collectivités territoriales françaises de toute taille ont voté une motion similaire, représentant 54% de la population du pays.

L'adoption d'un tel texte par une instance politique territoriale demeure un acte essentiellement symbolique. Toutefois, les assemblées délibératives mobilisées posent ainsi les jalons d'une contestation contre les traités de libre-échange et d'investissement qui s'étend désormais à travers la France et l'Europe. Outre les partis politiques, les citoyens sont nombreux à proposer à leurs élus locaux (région, département, municipalité) de voter une motion. C'est dans cet esprit que le collectif Stop Tafta, qui fédère de nombreuses associations, syndicats et partis politiques, propose un modèle de délibération et invite tout un chacun à l'adresser à ses représentants. Le vote d'une telle résolution par une collectivité ne protégera pas son territoire des dangers du GMT, puisque les accords internationaux engagent juridiquement tous les échelons institutionnels des Etats membres. Plusieurs préfets français n'ont pas manqué de le rappeler aux instances frondeuses. Mais la motion «zone hors Tafta» permet de sensibiliser les élus et d'amorcer la mobilisation autour de questions très sensibles pour les municipalités: la préservation de l'emploi, la protection des services publics ou de l'environnement, l'irruption d'entreprises américaines sur les marchés publics locaux...

«Comme un troll des contes norvégiens»

Les militants espèrent que le débat enclenché dans un contexte de proximité pourra percoler dans les appareils politiques nationaux. «Le fait que la motion ait été adoptée dans une ville comme Tulle, dont l'actuel président de la République a été le maire de 2001 à 2008 est pour moi symbolique et d'une importance stratégique, précise M. Samuel Désaiguillier, conseiller municipal de la ville. Plusieurs communes de couleurs politiques variées ont adopté une motion similaire en Corrèze.»

L'Allemagne compte 228 zones «hors Tafta», dont les villes de Cologne, Leipzig ou

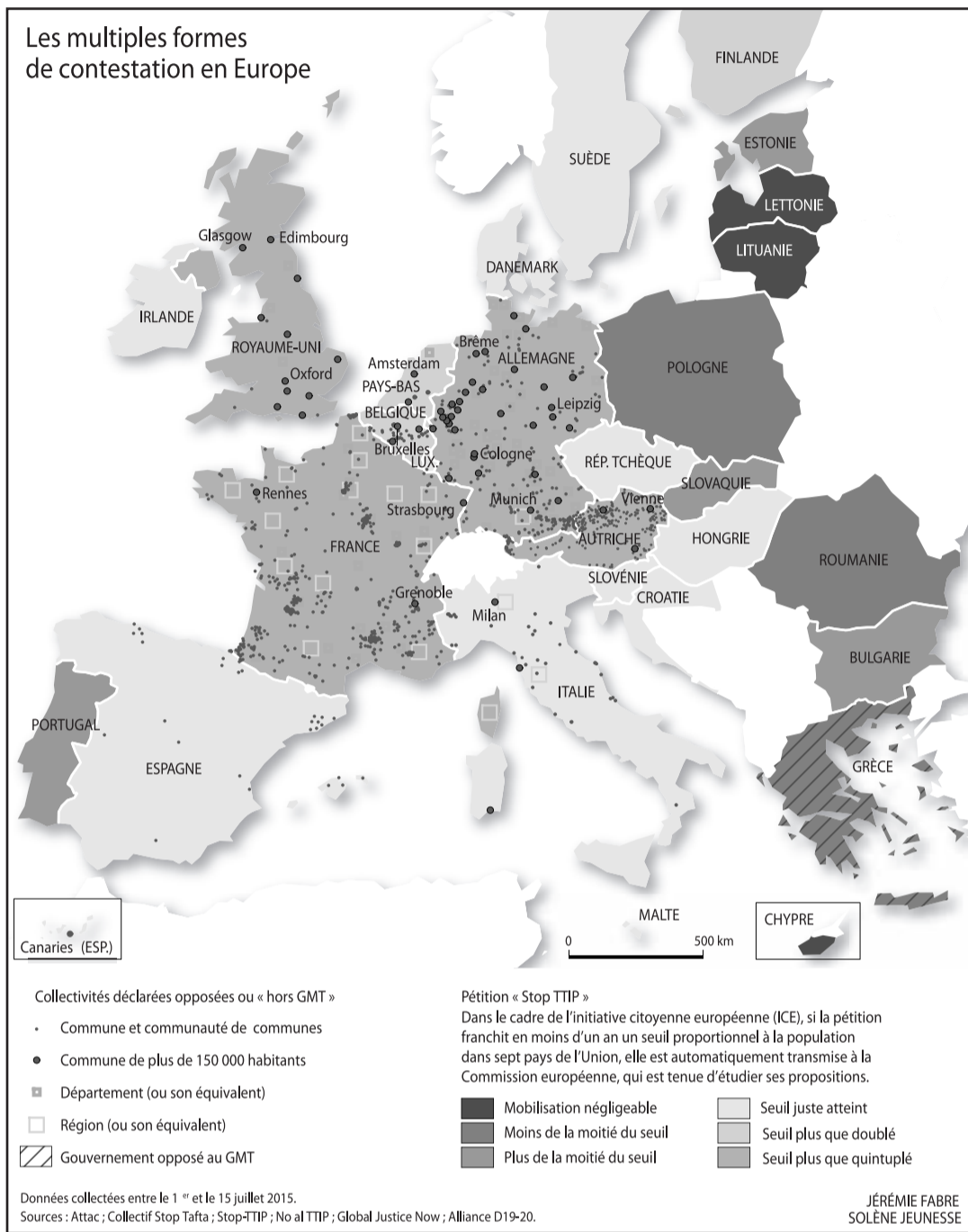
Munich; l'Autriche affiche 260 municipalités en dissidence; la Belgique 82 communes, dont Bruxelles; le Royaume-Uni, 21 villes et comtés, dont Edimbourg (Ecosse) et Bristol. Les villes de Milan et Ancône rejoignent le mouvement en Italie, et la victoire de Podemos aux élections locales espagnoles, en mai dernier, stimule déjà la dynamique de l'autre côté des Pyrénées. Des militants tchèques souhaitent également encourager des initiatives locales dès l'automne 2015.

Bien sûr le projet de GMT n'est pas le premier accord de commerce et d'investissement représentant une menace de cette ampleur. Entré en vigueur le 1er janvier 1995, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) fut préalablement discuté pendant plusieurs années dans la plus grande opacité¹. Mais sa mise au jour provoqua la colère des citoyens européens et la structuration d'une résistance autour des «zones hors AGCS», au début des années 2000. «Nous sommes confrontés à quelque chose qui avance rapidement et qui est inatteignable pour les mobilisations ordinaires, l'idée est de changer le rapport de forces à la base, et d'alerter les élus locaux», explique M. Frédéric Viale, qui participa à la mobilisation anti-AGCS au sein du mouvement Attac. La campagne avait alors pris une ampleur inattendue: 816 collectivités locales et 20 des 22 régions de France métropolitaine l'avaient rejointe en quatre ans. Face aux sceptiques vis-à-vis de ce type de démarche symbolique, M. Viale rétorque: «Ce fut une épine très douloureuse dans le pied de l'OMC!»

Dès 2013, la coopération entre les différents mouvements européens s'est organisée, et les «zones hors Tafta» ne représentent aujourd'hui qu'une facette de la mobilisation paneuropéenne. Contrairement à la campagne anti-AGCS, la résistance actuelle dépasse très largement le cercle des militants engagés. Elle s'appuie également sur l'Initiative collective européenne (ICE) présentée à la Commission européenne en juin 2014: 230 organisations d'une vingtaine de pays lançaient une pétition demandant au Conseil européen d'abroger le mandat de négociation et de ne pas conclure l'autre traité de libre-échange en cours avec le seul Canada.

Nouveauté du traité de Lisbonne, depuis 2011, l'ICE permet à de simples citoyens d'inviter la Commission à soumettre au Conseil et au Parlement européens une proposition d'acte juridique sur un sujet à condition de réunir un million de signatures dans au moins sept pays.

Le 10 septembre 2014, la Commission a rejeté l'initiative en estimant que l'ouverture des négociations n'était qu'un acte préparatoire, et non un acte juridique entrant dans le champ légal d'une ICE. Contestant cette décision devant la Cour de justice de l'Union européenne, les promoteurs de l'initiative entendent bien la poursuivre de manière «auto-organisée» grâce à un regroupement de plus



de 480 organisations. L'objectif: réunir 3 millions de signataires en un an, et lancer la plus importante pétition européenne jamais enregistrée à ce jour. La collecte s'opère de façon décentralisée dans chaque Etat membre, où un seuil, nombre minimal de signatures requises pour qu'une ICE soit valide, est défini en fonction du nombre d'habitants – il est par exemple fixé à 55 500 signatures pour la France².

Plus le débat et les inquiétudes publiques sont dédaignés par les institutions, plus la contestation s'amplifie. En septembre 2015, déjà plus de 2,6 millions de signatures ont été rassemblées, et l'objectif d'une clôture de l'initiative le 6 octobre semblait atteignable. Au même titre qu'une motion «hors Tafta», l'utilité première de cette pétition reste sa portée mobilisatrice et éducative. La coalition européenne rassemblée autour de cette initiative a traversé l'Europe durant l'été à la rencontre des citoyens, afin de renforcer l'effort de sensibilisation et de rendre audible une question formulée dans un langage technico-légal sibyllin. «Ce traité est comme un troll des contes norvégiens: il se transforme en pierre lorsqu'il est exposé à la lumière du jour, explique Laura Gintalaitė, militante lituanienne de la coalition. C'est l'objectif de la campagne: pays par pays, signature par signature, mettre les traités de libre-échange en lumière parce qu'ils n'y survivront pas.» Car, lorsque les citoyens découvrent les conséquences potentielles de ces accords commerciaux sur les

modèles de santé, d'éducation, d'agriculture ou encore sur l'environnement, ces traités perdent toute légitimité.

La résistance se construit également à l'Est

Comme dans le cas de l'AGCS, nombre d'élus des Parlements nationaux et européen ne s'intéressent guère aux questions liées au commerce et à l'investissement. Beaucoup se satisfont d'une position théorique, sans connaissance des implications véritables des traités dans lesquelles ils engagent leurs concitoyens. Le 8 juillet dernier, le Parlement européen était invité à prendre position sur les négociations, lors du vote d'une résolution d'initiative, procédure courante à Strasbourg. Les parlementaires devaient notamment se prononcer sur l'inclusion ou non d'un mécanisme de règlement des différends permettant à des entreprises étrangères d'attaquer les Etats devant des tribunaux arbitraux³. Déjà, lors de la consultation lancée par la direction générale du commerce à la fin de 2014, 97% des avis exprimés par le public étaient hostiles à un tel mécanisme.

Alors que, parmi les députés allemands à Strasbourg, seuls les élus écologistes et de Die Linke ont émis un vote défavorable, les socialistes français élus à Strasbourg ont choisi de rejeter ce dispositif et unanimement voté contre la

résolution. La division du groupe social-démocrate peut être interprétée comme le résultat de la pression populaire exercée via les zones hors Tafta et l'ICE, mais aussi par des dizaines de milliers de courriels et d'appels téléphoniques directement adressés aux eurodéputés avant le vote. De l'aveu même de ces derniers, cette pression a forcé les élus européens à prendre position sur ce qui est devenu la question politique clé des derniers mois à Strasbourg. Après avoir dû reporter le vote d'un mois faute de majorité, le président social-démocrate du Parlement, Martin Schulz, a pu obtenir l'aide des libéraux et des conservateurs en maintenant un mécanisme d'arbitrage, mais avec des juges professionnels, désignés par les pouvoirs publics, et une possibilité de faire appel de leurs décisions.

Les Allemands, les Britanniques, les Autrichiens et les Français mènent des campagnes particulièrement actives et pugnaces. Le nombre de signatures requis pour qu'une pétition soit valide dans le cadre des ICE a été atteint en quelques semaines. La résistance se construit également à l'Est: des pays comme la République tchèque, la Croatie et la Hongrie ont récemment atteint leurs seuils respectifs de recevabilité de l'initiative citoyenne – ce qui apparaît remarquable dans ces pays où les questions européennes captivent rarement

les citoyens ou les responsables politiques. De fait, dans cette partie de l'Europe, la mobilisation se heurte souvent à d'autres difficultés, géopolitiques et sociales, confie Madalina Enache, une militante roumaine: «C'est très difficile de sensibiliser sur un sujet aussi compliqué que le GMT. Ici, si vous n'êtes pas avec les Américains, vous êtes d'emblée prorusse. Il y a aussi une forme de blocage. Les gens pensent que cet accord permettra d'atteindre un meilleur niveau de développement basé sur le rêve américain.»

Depuis le lancement des négociations, une multitude de débats, de rencontres, de conférences décryptant les dangers du GMT s'organisent dans toute l'Europe. Le 11 octobre 2014, pas moins de 1100 actions de protestation (marches, réunions, collectes de signatures, etc.) ont eu lieu, dans 22 pays! Mais que faire une fois les millions d'Européens et d'Européennes sensibilisés? L'entrée en vigueur des traités n'étant pas prévue avant plusieurs années, la campagne s'inscrit dans la durée, d'autant plus que les négociations enregistrent peu d'avancées significatives susceptibles de canaliser la protestation.

Sourde aux critiques et aux demandes des citoyens, mais largement perméable aux revendications des multinationales des secteurs de l'énergie, de la finance ou de l'agro-business, la Commission européenne s'obstine à négocier, et dans le plus grand secret⁴. Seul le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement a les moyens politiques de l'arrêter. Mais, même dans les pays où les citoyens et leurs représentants locaux se sont massivement prononcés contre le projet de GMT (en Allemagne ou en Autriche par exemple), aucun gouvernement ne veut prendre la responsabilité d'opposer son veto à la poursuite des négociations. La campagne de mobilisation et le travail d'éducation populaire pour donner les outils de compréhension nécessaires aux élus et aux citoyens ne font que commencer. I

* Présidente de l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (Aitec), spécialiste des questions liées aux politiques de commerce et d'investissement, animatrice de la campagne contre le Tafta en France et en Europe.

** Chargé de campagne contre le Tafta en France au sein des associations Aitec et Attac, animateur du collectif national Stop Tafta.

¹ Lire Susan George et Ellen Gould, «Libéraliser, sans avoir l'air d'y toucher», *Le Monde diplomatique*, juillet 2000.

² Pour calculer le nombre minimum de signatures à recueillir par pays, il faut multiplier le nombre de députés européens de ce pays par 750. En juillet 2015, un an après son lancement, ce seuil avait été dépassé dans dix-huit pays de l'Union.

³ Lire Benoît Bréville et Martine Bulard, «Des tribunaux pour détrousser les Etats», et le dossier sur le grand marché transatlantique, *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

⁴ Le secret est tel que le réseau WikiLeaks a lancé une souscription pour offrir une prime de 100 000 euros à toute personne qui rendra public le texte du traité en cours de négociation.

Paru dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 2015.



Un écrin unique pour deux musées

PÔLE MUSÉAL • Les architectes portugais Aires Mateus – deux frères – gagnent le second concours du quartier lausannois des musées. Le mudac (design) occupera le 1^{er} étage de leur bâtiment et l'Elysée (photo) le sous-sol.

JÉRÔME CACHIN

Un seul bâtiment abritera dès 2020 le Musée de l'Elysée (photographie) et le mudac (design et arts appliqués contemporains). C'est le projet du bureau des frères Manuel et Francisco Aires Mateus (Portugal) qui a séduit le jury du concours, lancé en janvier dernier. Ce bâtiment sera le second à composer le pôle muséal, voisin de la gare de Lausanne. Le premier étant celui du Musée des beaux-arts, qui devrait être achevé en 2017.

Des 149 bureaux candidats annoncés, le jury présidé par Olivier Steimer (président de la BCV) en a retenu 17, parmi lesquels il a fait son choix. Le cahier des charges permettait de proposer un ou deux bâtiments. Les lauréats ont dessiné un bâtiment carré. Le mudac en occupe le premier étage et l'Elysée le sous-sol, alors que le rez-de-chaussée, vitré, est dévolu aux espaces communs: accueil, boutique, bibliothèque. Chacun des deux musées doublera sa surface d'exposition. Un bâtiment discrètement encastré entre l'écrin des deux musées et la pente abritera l'administration et les dépôts. L'enveloppe financière atteint 100 millions de francs (40 pour le canton, 20 pour la ville et 40 pour des fonds privés à trouver).

Si Manuel Aires Mateus et son frère ont déjà dessiné plusieurs musées et galeries, notamment au Portugal, c'est la première fois que leur bureau est choisi en Suisse. Explications.

Comme bon nombre des architectes participant au concours, vous avez choisi de dessiner un seul bâtiment pour les deux musées. Pourquoi?

Manuel Aires Mateus: Parce que le centre de notre projet, c'est la relation entre ces deux musées. C'est une force extraordinaire. Il fallait trouver les conditions optimales pour chacun des deux musées. Pour le mudac, c'est la lumière zénithale homogène. Pour le Musée de l'Elysée, il ne peut pas y avoir de lumière naturelle directe, mais seulement une lumière ponctuelle pour animer les parcours.

Mais surtout, l'idée c'est de bien dessiner l'espace entre les deux musées. C'est une continuation de l'espace public extérieur avec une grande transparence. Et cette transparence ne se fait pas parce qu'il y a des parois de verre, mais parce qu'il y a de la lumière tout autour. Donc on voit cette transparence.

Cela donne l'impression que le Musée de l'Elysée est comme enterré...

Non, il n'est pas enterré. Il est ouvert sur des patios. Comme il ne peut pas avoir

une relation directe avec la lumière, c'est juste: c'est sa position idéale, c'est ce que demande le cahier des charges du concours. Il n'y a pas de hiérarchie. La seule différence, c'est que le visiteur monte pour le mudac et descend pour l'Elysée. Mais ce n'est pas négatif d'aller au sous-sol.

Comment l'identité de chacun des deux musées pourra être affirmée dans un seul bâtiment, alors qu'actuellement chacun est dans un bâtiment historique différent?

Il nous faudra discuter et travailler cela avec chacun des deux musées, en se demandant quelle est la force de l'identité que chacun veut avoir. Ou alors s'ils veulent centrer la force sur la relation entre les deux. Le problème de l'identité et de l'image est une vraie question. Pour le moment, l'identité la plus importante,

c'est l'union entre les deux musées. Après, l'identité sera donnée par des choses plus subtiles, par des signes que chaque musée souhaitera. Ça sera un travail d'affinage. Un projet, c'est toujours une interaction avec la réalité.



«Le centre de notre projet, c'est la relation entre ces deux musées»

MANUEL AIRES MATEUS

C'est votre premier projet en Suisse. Y a-t-il quelque chose de particulier dans la relation avec votre mandant?

Honnêtement, il n'y a pas de relation très différente, les contextes sont proches quand on pense à Tours (F), à la Bel-

gique, où nous bâtissons en ce moment. Ici, nous avons aimé la grande capacité d'organisation, ainsi que la transparence et la précision du processus. Cela nous a beaucoup aidés à faire le projet. Et cela nous aidera à bien construire, les règles de la relation étant bien établies.

Nous venons d'une culture du «bien bâtir», même si le Portugal connaît des conditions complètement différentes de la Suisse dans ce domaine. Nous ne nous attendons pas à des surprises, car l'organisation, la cohérence du budget et du cahier des charges montrent que l'environnement est sérieux.

Qu'est-ce qui vous reste à corriger, à modifier?

Un concours, c'est le début d'un processus, d'un dialogue. Jusqu'à maintenant, on a reçu une lettre et on a répondu par une autre lettre. Nous avons eu une idée très claire et très simple, qui laisse de l'espace à l'évolution. Dans la relation avec la ville et les musées, nous allons trouver des potentialités encore inconnues.

Dans votre projet, y a-t-il une trace encore de l'histoire ferroviaire, puisque c'était un site purement ferroviaire?

Cette dimension ferroviaire est très réelle, très publique, dans une ville. Nous avons dessiné le bâtiment pour qu'il soit appréhendé à une certaine vitesse, depuis les trains qui passent. C'est la même chose que tout près d'une autoroute. Le bâtiment est facile à lire, on ne va pas le voir en détail. I



Les lauréats ont dessiné un bâtiment carré. Le mudac en occupe le premier étage et l'Elysée le sous-sol. ÉTAT DE VAUD/IMAGE DE SYNTHÈSE

EN BREF

CLASSES SURCHARGÉES

GYMNASÉ SUD dénonce des classes surchargées au gymnase dans le canton de Vaud. Selon un pointage du syndicat, au moins 75 classes ou groupes d'élèves de 1^{re} année comptent 25 ou 26 élèves, voire 27 dans une dizaine de cas. Le règlement des gymnases vaudois stipule que les classes de 1^{re} année et les groupes d'options ne doivent pas dépasser 24 élèves. Or de nombreuses classes dépassent ce seuil, a communiqué hier le syndicat. ATS

UN NOUVEAU CHEF DE MARCHÉ CHEZ NESTLÉ

ALIMENTATION Christophe Cornu sera le nouveau chef de marché auprès de Nestlé Suisse dès le 1^{er} novembre, a indiqué le géant alimentaire vaudois. Il succède à Eugenio Simioni. ATS

RENENS

Le collectif de migrants a quitté la halle Heineken

Le collectif de migrants qui occupait depuis deux semaines une ancienne halle Heineken à Renens a quitté les lieux. La justice leur avait donné jusqu'à hier midi pour partir. Ils se sont répartis pour quelques jours chez des sympathisants.

«Nous avons quitté la halle Heineken, respectant le délai imposé par la justice. Nous sommes dans une situation précaire et complexe à organiser, divisés entre de multiples «refuges» solidaires», écrit le collectif sur les réseaux sociaux.

«Personne n'est à la rue», a expliqué un membre du collectif, qui précise qu'une centaine de migrants ont été pris en charge. «Mais ces solutions sont très provisoires; certains ont pris pas mal de personnes chez

eux. Cela va être intenable sur le long terme.»

Le collectif a lancé un appel: il est à la recherche de potentiels logements pour quelques jours. Mais en respectant le délai de départ fixé, il estime avoir «fait un pas en direction des autorités».

Les occupants ont quitté les lieux hier dans la matinée, ont confirmé les tl (Transports publics de la région lausannoise). «Nous sommes en train de faire un état des lieux. A première vue, le local est en état», a expliqué Noémie Hatet, porte-parole des tl.

Chassés du jardin du sleep-in de Renens, les migrants s'étaient d'abord déplacés dans un bâtiment de la route de Berne sur les hauts de Lausanne. Sommés de partir, ils avaient rejoint la halle Heineken. ATS

LAUSANNE-ÉCHALLENS-BERCHER

Un pas vers la mise en tunnel

La mise en tunnel du LEB sous l'avenue d'Echallens à Lausanne avance à grands pas. Le dossier sera déposé aujourd'hui à l'Office fédéral des transports (OFT), prélude à sa mise à l'enquête et à l'obtention d'un financement fédéral. Le tronçon de 1400 mètres, théâtre de nombreux accidents, devrait être enterré à l'horizon 2020.

La direction du Lausanne-Echallens-Bercher (LEB) et les autorités cantonales et communales ont présenté hier l'état d'avancement du projet, qui s'inscrit dans une amélioration globale de la ligne de l'ordre de 300 millions de francs. La «Brouette», comme on surnommait autrefois le LEB, est en passe de devenir un vrai RER.

Le gros point noir du tracé, l'avenue d'Echallens à Lausanne où le train partage la chaussée



Le 4 septembre, un bus était entré en collision frontale avec le LEB à l'avenue d'Echallens. KEYSTONE-A

avec les voitures, les bus et les piétons, sera enterré. Le projet, ficelé au pas de charge, va franchir aujourd'hui une étape importante avec le dépôt du dossier à l'OFT pour la procédure d'approbation des plans (PAP). Trois accidents sont survenus cette année, dont deux impliquant un bus. ATS

avec les voitures, les bus et les piétons, sera enterré. Le projet, ficelé au pas de charge, va franchir aujourd'hui une étape importante avec le dépôt du dossier à l'OFT pour la procédure d'approbation des plans (PAP). Trois accidents sont survenus cette année, dont deux impliquant un bus. ATS

Plaintes et vandalisme après la session extraordinaire

GRAND CONSEIL • Les manifestants qui ont interrompu la séance dédiée à l'asile, vendredi, n'ont pas été amendés. Le MCG exige des sanctions.



La vitrine d'un magasin de cigarettes électroniques, appartenant au MCG Eric Stauffer, a été vandalisée. Un graffiti compare le MCG aux nazis. DR

ERIC LECOULTRE

A leur propre étonnement, les manifestants qui ont interrompu la séance extraordinaire du Grand Conseil dédiée à l'asile, vendredi, n'ont pas été amendés par la police (notre édition d'hier). Bousculés par les agents sur la tribune du public, la vingtaine de militants, membres d'Ensemble à gauche (EàG) pour la plupart, a ensuite pu quitter l'Hôtel de Ville. «Une bonne surprise, souligne l'un d'eux, Jean Burgermeister. Nous avons plutôt subi la répression policière ces derniers temps, notamment lors des manif contre le renvoi d'Ayop. La police calme-t-elle le jeu?»

Lors des séances du Grand Conseil, les forces de l'ordre sont sous la responsabilité du président de l'assemblée. Ce dernier peut décider par la suite d'engager des poursuites contre les auteurs d'une manifestation illégale.

C'est en tout cas ce que souhaite le MCG, visé, avec l'UDC, par le déploiement de banderoles. Dans un courrier envoyé à la présidence, le député MCG Eric Stauffer réclame le dépôt d'une plainte contre les organisateurs de cette manifestation et une sanction contre un élu «complice» d'EàG ayant filmé la scène depuis son siège avant de la mettre en ligne. Une pratique interdite. Il déplore l'absence de mesures de sécurité: «Imaginez que les extrémistes de gauche, en lieu et place d'une banderole dans leur sac, aient eu des pavés, des cailloux, ou pire encore.»

Le président du Grand Conseil, Antoine Barde (PLR), explique que le bureau se réunira lundi prochain pour «examiner les faits». Responsable de l'organisation des séances, il concède que la salle actuelle est difficile à sécuriser. «Nous sommes dans un pays qui permet à ses citoyens d'assister aux débats. Je me dois de respecter cette possibilité. Peut-être devrions-nous augmenter le personnel de sécurité? Une rénovation du bâtiment (qui placerait le public derrière des vitres, nldr) réglerait beaucoup de problèmes!»

Un journaliste pris à partie

Outre la réaction attendue du MCG, l'intervention des manifestants à la tribune a par ailleurs indigné certains élus, notamment à gauche. Le DAL (défense des aînés et des locataires), une fraction d'EàG, s'est désolidarisée de cette action. «Il y a toujours une bonne raison de s'insurger contre la forme des messages, rétorque Jean Burgermeister. Mais nous nous devons de faire entendre une voix radicalement solidaire des migrants, face au consensus politique qui vise à limiter leur nombre. Nous sommes le relais d'une colère qui existe à l'encontre d'un discours dominant d'extrême droite.»

Les sanctions exigées par Eric Stauffer pourraient se retourner contre lui. Vendredi, le tribun du MCG a également enfreint le règlement en prenant à partie un journaliste de la Tribune de Genève, présent dans les

gradins, tout en le nommant. Le député n'a pas apprécié un article tout juste mis en ligne citant les propos d'un militant d'EàG qualifiant les discours du MCG de «xénophobe». Eric Stauffer assume ses méthodes: «Ce journaliste a publié des propos inexacts et a relaté la séance de manière partielle.»

Son comportement, tout comme celui de l'élu EàG qui a filmé les manifestants, ne devrait toutefois provoquer qu'un simple rappel des règles lors de la prochaine séance plénière. «Les moyens d'action sont limités lorsqu'un député dépasse les limites, regrette Antoine Barde. Notre règlement est assez souple et compte beaucoup sur la bonne volonté des élus.» Après la séance, le président a tout de même présenté ses excuses au journaliste visé.

Dans la nuit qui a suivi ces débats agités, la vitrine d'un magasin de cigarettes électroniques, appartenant notamment à Eric Stauffer, a été vandalisée. Le scooter et la voiture du chef de groupe MCG, Jean-Marie Voumard, ont également subi des dommages. Les deux élus ont déposé une plainte, comme l'a révélé la Tribune de Genève. M. Stauffer estime que ces actes sont liés à la manifestation survenue plus tôt au parlement. «Il y a des hasards qui sont extrêmement troublants.» Les militants d'EàG nient toute implication. I

Un projet de rénovation pour 19 millions de francs a été ajourné par les députés en août dernier.

EN BREF

AUTORISATION D'EXPLOITATION Dialogue de sourds entre l'Usine et Pierre Maudet

Qui aura le dernier mot? L'Usine a fait grève vendredi dernier (notre édition d'hier), afin de dénoncer le blocage imposé, selon elle, par Pierre Maudet, magistrat cantonal en charge de la Sécurité et de l'Economie (DSE). Le dossier concerne la délivrance d'une autorisation unique d'exploitation des débits de boisson de l'Usine, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la restauration, les débits de boisson et le divertissement (LRDBHD). Cette dernière entrera en vigueur le 1^{er} janvier et contraindra l'Usine à solliciter une autorisation spécifique pour chaque buvette (cinq en tout). En échange, sa spécificité culturelle lui est reconnue, la dispensant de déposer cinq demandes supplémentaires, relatives aux spectacles et aux divertissements. Or la fameuse autorisation unique – provisoire – n'a pas été délivrée. Pourquoi? Le DSE fait savoir qu'il attend pour cela... le dépôt de cinq demandes par l'Usine. Ce micmac administratif a des conséquences financières concrètes, car la non-conformité de l'Usine avec la loi bloque deux dons promis par la Loterie romande: 40 000 francs pour remplacer les gradins du Théâtre et 30 000 francs pour la nouvelle sono de Kalvingrad. A suivre. RMR

TABLE-RONDE

Comment éradiquer la faim d'ici à 2030?

Actu oblige, la désormais traditionnelle Journée Genève Solidaire portera cette année sur les Objectifs du développement durable (ODD) adoptés en septembre par l'Assemblée générale des Nations Unies. Plus précisément, la Fédération genevoise de coopération (FGC) et l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains (ADH) mettront en lumière, mercredi 7 octobre, lors d'une table ronde au palais Eynard, le second des dix-sept commandements édictés par l'ONU: éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable d'ici à 2030. Après le mot de bienvenue prononcé à 18h30 par la conseillère administrative Sandrine Salerno, interviendront tour à tour les professeurs Gilles Carbonnier (IHEID, économie), Olivier De Schutter (Louvain, ex-rapporteur spécial de l'ONU), Elisabeth Prügl (IHEID, Genre et droit à l'alimentation), et Stephan Rist (Uni de Berne). Complètent le panel Eva Schmassmann, responsable de la politique du développement au sein de la coalition d'ONG Alliance Sud, et Anne Gueye, d'Uniterre, association membre de la plateforme souveraineté alimentaire mise en place par la FGC. Modération: René Longet (FGC); conclusion: Christophe Golay (ADH). Apéritif offert par la Ville de Genève. BPZ

DEBAT PUBLIC, GENÈVE

Discussion sur la place des femmes dans les médias

Syndicom, le Syndicat suisse des médias et Impresum invitent mardi à un débat sur le thème «Médias, où sont les femmes?» Ouverte au public, la discussion portera sur la place accordée aux femmes dans les médias, avec des interventions de Sylvie Durrer (directrice du Bureau fédéral de l'égalité), Cesla Amarelle (conseillère nationale PS, professeure à l'université de Neuchâtel) et Sylvie Lambelet (journaliste, rédactrice en chef adjointe à la RTS). Le débat, modéré par notre collaborateur Samuel Schellenberg, sera suivi d'un apéritif. MOP

Ma 6 octobre à 19h à la Maison des associations (15, rue des Savoises), entrée libre mais inscription recommandée auprès des organisatrices, ssm@worldcom.ch, Patricia.Alcaraz@syndicom.ch, Dominique.Diserens@impresum.ch

PUBLICITÉ

Six conférences pour désinvestir de l'industrie fossile!

14/10, 3/11 et 1/12 2015 à Genève - 5/11 et 3/12 2015 à Lausanne

Soirée 1

Le levier financier pour faire bouger l'industrie fossile

Mercredi 14 octobre 2015, 18h-20h30
Musée d'ethnographie
Boulevard Carl-Vogt 65-67, Genève

Accueil et bienvenue

• Chiara Barberis, cheffe de l'Agenda 21 - Ville durable de la Ville de Genève

Oratrice principale

• Amy Dahan, historienne des sciences, directrice de recherche émérite aux CNRS

Grand témoin

• Daniel de Roulet, écrivain

Autres intervenants pour une table ronde

• Christian Lüthi, membre de Fossil Free Suisse

• Daniel Sürri, porte-parole du collectif Halte aux forages

• Laurent Matile, responsable de la politique de développement à Swissaid

Programme détaillé de toutes les soirées:

www.larevedurable.com

LaRevueDurable

Pour s'informer et s'engager sur l'écologie

EN BREF

AMÉNAGEMENT L'école des Crottes investit son nouvel équipement polyvalent

Dans le quartier des Grottes, l'école des Crottes peut dorénavant disposer d'un nouveau bâtiment parascolaire, entièrement rénové et surélevé. Le nouveau bâtiment, inauguré lundi, peut maintenant accueillir des activités parascolaires, mais également scolaires et associatives, a fait savoir la Ville de Genève. La façade de l'édifice est recouverte «d'une peau de métal». Une salle de gymnastique en hauteur offre une vue sur le parc alentour et la ville. Le rez-de-chaussée est pour sa part occupé par un restaurant scolaire d'une capacité de plus de 200 places. L'extension du bâtiment offre en outre six locaux de musique mis à disposition pour les jeunes. Cette infrastructure polyvalente servira aux besoins divers des habitants du quartier, s'est félicitée la municipalité. ATS

PUBLICITÉ

Sylvain THEVOZ
Olga BARANOVA
au Conseil national



LISTE N°3
18 octobre 2015

POUR TOUTES ET TOUS, SANS PRIVILÈGES





Il abandonne le lait pour le safran

JORAT • Agriculteur, Jean-Daniel Cavin s'est lancé dans l'«or rouge» il y a cinq ans pour se diversifier. Aujourd'hui, il fournit des restaurants gastronomiques. Reportage à l'orée de la récolte 2015.

PHOTOS CHARLY RAPPO

TEXTES CHRISTINE WUILLEMIN

Les rayons du soleil dissipent peu à peu la brume matinale qui enveloppe les collines du Jorat en ce début d'automne. Son panier en osier à la main, Jean-Daniel Cavin inspecte avec minutie une petite parcelle, située sur les hauts de son exploitation agricole de Vuillens, dans le canton de Vaud. A première vue, rien d'intéressant ne pousse sur ce lopin de terre, hormis quelques touffes vertes dispersées çà et là.

Mais en y regardant de plus près, on remarque de petites fleurs mauves pointant le bout de leur pistil rouge: des crocus sativus. Les fleurs de safran. «Elles sont encore peu nombreuses car la période de floraison vient tout juste de commencer. Mais dès la fin de la semaine, et ce jusqu'à la mi-octobre, elles tapisseront le sol et il me faudra l'aide de ma famille pour les récolter», sourit Jean-Daniel Cavin.

La plus chère des épices

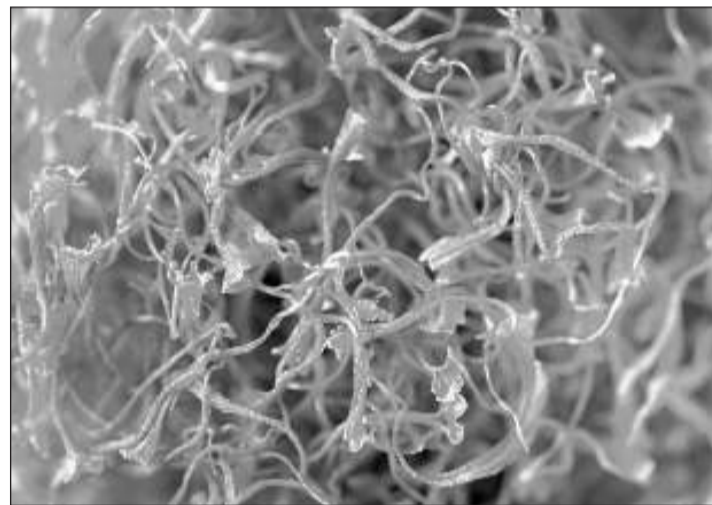
L'agriculteur se penche alors pour cueillir, sous son jupon, l'une des délicates demoiselles. «Il faut ramasser les fleurs de bonne heure tous les matins, lorsqu'elles sont encore fermées, car le soleil altère la qualité du safran. Parfois je refais un passage l'après-midi et le soir pour en perdre le moins possible», explique-t-il.

Le safran, surnommé «or rouge», est connu pour être l'épice la plus chère du monde, car il faut récolter entre 120 et 150 fleurs pour obtenir un gramme de safran. Une opération qui ne peut se faire qu'à la main. La production helvétique se monnaie ainsi entre 40 et 70 francs le gramme. De quoi susciter des vocations tant parmi les agriculteurs que les jardiniers amateurs. D'autant plus que le climat importe peu dans la culture de cette plante venue d'Orient. Pourvu qu'elle bénéficie d'une terre bien drainée et d'un bon ensoleillement.

Limaces et campagnols

Depuis une dizaine d'années, la culture du safran, qui ne subsistait traditionnellement que dans le village haut-valaisan de Mund, connaît un regain d'intérêt aux quatre coins du pays, observe le Centre de compétences de la Confédération pour la recherche agricole, Agroscope.

Pour Jean-Daniel Cavin, qui cultive des céréales et élève



Jean-Daniel Cavin inspecte avec minutie sa petite safranière. Il a même acheté des canards de race «coureur indien» pour manger les limaces.

trente vaches allaitantes pour la viande sur ses 27 ha, la vente de safran représente un revenu complémentaire intéressant. Ceci d'autant plus qu'il a décidé de stopper ses activités laitières il y a deux ans en raison de la baisse du prix du lait industriel. «Vivre de l'agriculture devient difficile. Beaucoup de paysans cherchent donc une alternative aux cultures traditionnelles. Pourquoi pas le safran?», analyse Jean-Daniel Cavin.

Toutefois, rien ne prédestinait ce père de famille à se lancer dans l'aventure du safran. «En 2010, deux retraités du village m'ont offert une vingtaine de bulbes de crocus sativus que j'ai plantés. Mais aucune fleur n'a poussé», raconte Jean-Daniel Cavin. Il ne renonce pourtant pas. Se prenant de passion pour cette drôle de plante, il visite des safranières en France, où la culture de cette épice connaît un

véritable boom. Il ramène 3000 cormes (bulbes) qu'il met en terre sur 130 m².

Cette fois, les crocus fleurissent. Mais la récolte est maigre. Quelque 900 cormes sont dévorées par les campagnols. Quant aux fleurs, elles font le bonheur des limaces. Loin de se laisser abattre, l'agriculteur s'accroche. Il se forme par lui-même à l'art de faire pousser le safran en lisant des livres et en glanant

des astuces sur internet. «J'ai installé un enclos autour de mes parcelles de safran et y ai mis des canards de race «coureur indien». Ils mangent les limaces mais pas les fleurs. Et ça marche!», se réjouit Jean-Daniel Cavin. Pour les campagnols, en revanche, ni le grillage placé sous terre, ni l'ail planté parmi les crocus ne parvient à les dissuader. «Je cherche toujours», confie le cultivateur.

Malgré ces désagréments, les bulbes se sont multipliés et, au fil des années, la petite safranière du Jorat a pris de l'ampleur. Aujourd'hui, elle s'étend sur deux parcelles de 300 m² au total. «Cette année, j'espère récolter 80 grammes de safran, soit l'équivalent de la production de l'année dernière», avance Jean-Daniel Cavin. Et de préciser: «Cela peut paraître peu, mais c'est déjà beaucoup de travail. Et comme je ne veux pas engager de personnel, je ne souhaite pas poursuivre mon développement pour l'instant.»

De novembre à août, les crocus sativus ne demandent que peu d'entretien. Il faut toutefois veiller à désherber de temps en temps et à replanter les nouveaux bulbes sur un autre terrain une fois par an, de sorte à leur donner de l'espace. «S'ils sont trop serrés, ils risquent de développer des maladies. Ils ont besoin de l'homme pour prospérer», note l'agriculteur.

Un travail d'orfèvre

Le gros du travail est la cueillette. Elle s'opère en ce moment. Après avoir rempli son panier, Jean-Daniel Cavin s'attable dans sa cuisine pour procéder à l'émondage des fleurs. Soit l'extraction du safran. Une opération délicate que l'agriculteur, davantage habitué aux rudes travaux de la ferme, a appris à exécuter avec doigté. A l'aide d'un petit ciseau, il coupe la base des pétales de manière à ce qu'elles se détachent facilement du pistil. Reste à couper son pied orange pour ne garder que les trois stigmates rouges: le safran.

Ces trois filaments sont alors séchés dans un petit four à usage unique (pour éviter que l'épice ne s'imprègne d'une quelconque odeur de nourriture). «Cette étape leur fera perdre 80% de leur poids», commente Jean-Daniel Cavin. Ne reste qu'à les peser à l'aide d'une balance au millièème de gramme et à les mettre dans des bocaux destinés à la vente.

Des privés et quelques restaurants gastronomiques se sont déjà laissés séduire par le safran du Jorat. «C'est gratifiant et encourageant de savoir que l'on satisfait une clientèle gastro», sourit Jean-Daniel Cavin qui apprécie tout autant la culture du safran que son goût. «Cette épice est simplement formidable. A la maison, elle s'invite souvent à nos repas.»

> www.safrandujorat.ch

LA RENAISSANCE D'UNE TRADITION MÉDIÉVALE

Durant le Moyen Âge, le safran était communément cultivé en Europe. La Suisse ne faisait pas exception, comme nous l'apprend le Centre de compétences de la Confédération pour la recherche agronomique, Agroscope. En témoignent, aujourd'hui encore, les guildes du safran de Lucerne, de Zurich et surtout celle de Bâle qui constituait l'une des plaques tournantes du commerce du safran à l'époque. Cette activité lucrative a garanti la prospérité de la ville durant des années, avant de décliner dès 1374.

Au XX^e siècle, la culture de l'«or rouge» avait quasiment disparu en Suisse. Ce n'est qu'en 1979, alarmés par la diminution des surfaces, que les habitants du village

de Mund, dans le Haut-Valais, ont réagi en créant une confrérie de cultivateurs de safran. Cette dernière compte aujourd'hui plus de cent membres pour 1,5 ha cultivés. Cette revitalisation a débouché en 2004 sur l'octroi d'une AOP (appellation d'origine protégée) «safran de Mund». La culture du safran connaît un regain d'intérêt, depuis une dizaine d'années, dans toute la Suisse. «Aujourd'hui, il y a une vingtaine de cultivateurs en Valais et une trentaine dans le reste du pays», indique Claude-Alain Carron, collaborateur au Centre de recherche Agroscope à Conthey (VS). «Actuellement, la plus grande exploitation (6000 m²) se situe en Argovie. Elle génère chaque année 1,5 kg de safran», poursuit-il, ce qui

représente environ 105 000 francs. Pour nombre de petits producteurs, il s'agit plutôt d'une agriculture de loisir qui se marie bien avec une activité première comme la vigne, observe Claude-Alain Carron. De là, pourrait-elle devenir une activité principale? «C'est un défi, il faut les stigmates de plus de 150 000 fleurs pour produire 1 kg de safran et la récolte qui s'échelonne sur 3 à 4 semaines en automne demande une main-d'œuvre abondante. Mais c'est aussi ce qui permet de vendre le safran indigène jusqu'à 20 fois plus cher que les produits d'importation.» En Europe, le principal producteur et importateur est l'Espagne. Le safran qui y transite provient majoritairement d'Iran, du Maroc et du Cachemire. cw

De l'«or rouge» aussi à La Villette

Entre La Villette et Bellegarde pousse du safran fribourgeois! Si, c'est vrai. Même que Verena Sottas Rogenmoser, qui cultive l'«or rouge», a gagné le Prix à l'innovation agricole du canton de Fribourg il y a trois ans, pour cette culture expérimentale qui pouvait suggérer des idées de diversification aux paysans.

Certes: sa production n'est pas énorme: «Mon mari et moi ne sommes pas paysans, et nous n'avons pas suffisamment de terres pour satisfaire la demande. Nous faisons ça chez nous, sur quelques petites surfaces. Et je tire de mes 150 oignons environ 2 grammes de safran séchés.» Que cette mère de famille originaire du canton de Zoug vend à des particuliers, intéressés notamment à l'utiliser dans leurs cuiches ou

leurs risottos. «J'essaie aussi d'en garder pour nous, mais ça part tellement vite.»

Verena Sottas Rogenmoser s'est mise à la culture du safran en 2000, par hasard, après avoir acheté quelques bulbes à Mund et obtenu quelques conseils d'un cultivateur valaisan. Elle en a planté. Et ça a marché. «Mais je fais ça par hobby. J'ai d'autres activités à côté. Et j'ai mes enfants qui me prennent aussi du temps», sourit-elle.

Sa production pourrait-elle satisfaire à la demande du safran dans la fabrication des cuiches fribourgeoises, par ailleurs en quête d'une appellation d'origine contrôlée? Verena Sottas Rogenmoser part dans un grand éclat de rire pour toute réponse...

KESSAVA PACKIRY

La Suisse doit mieux soutenir ses carrières scientifiques

RECHERCHE • A l'occasion des cinquante ans du Conseil suisse de la science, les experts de la politique scientifique pointent des déficiences.



Récemment nommée rectrice de l'Université de Fribourg, la présidente du CSSI Astrid Epiney, ici en compagnie du secrétaire d'Etat Mauro Dell'Ambrogio, terminera son mandat à la fin de l'année. KEYSTONE

LUC-OLIVIER ERARD

Le Conseil suisse de la science et de l'innovation (CSSI) a 50 ans, et tout son mordant. Pour son anniversaire, il demande une chose: qu'on lâche la grappe aux chercheurs. Cet aréopage d'une quinzaine de scientifiques de toutes disciplines ne distribue pas de subventions, et ne décide rien. C'est l'organe consultatif de la Confédération en matière de politique de recherche et d'innovation. Il établit des rapports et rédige des recommandations, à la demande du politique, ou de sa propre initiative.

«Le conseil excelle à anticiper les problématiques qui vont se poser dans le monde de la recherche», s'est félicité hier Mauro Dell'Ambrogio, secrétaire d'Etat à la recherche. Lors d'une conférence de presse à Berne, il accompagnait des membres du CSSI venus présenter leurs revendications de jubilaires.

Trop de «rankings»

Et si ceux-ci se réjouissent de la place de la recherche suisse dans le monde, ils ne sont pas venus avec des lunettes roses. Bonne dotation financière, forte internationalisation et diversité des chercheurs font la qualité des travaux suisses. Mais entre les lourdeurs administratives, les demandes pas toujours désintéressées des pouvoirs publics et les difficultés de la relève, les scientifiques suisses n'ont pas tous les jours le vent dans les dos.

Ainsi, la multiplication des «rankings», et l'évaluation des recherches selon des critères quantitatifs comme le nombre de publications ou la capacité à lever des fonds, nuit à l'indépendance et à la créativité. Le profes-

seur Peter Fröhlicher, membre du conseil, s'en inquiète: la pression à publier entraîne souvent à saucissonner un projet pour en faire dix ou quinze articles.

Pression interne

Autre exemple, «le pouvoir des grandes revues scientifiques». Il est de plus en plus fréquent que les relecteurs (d'autres scientifiques du domaine) demandent des modifications pour autoriser la publication d'une recherche. De changement en changement, on contraint un travail à se rapprocher du «mainstream», et «il peut ainsi perdre son caractère original», s'inquiète Peter Fröhlicher.

«La Suisse ne produit pas assez de chercheurs indigènes»

ASTRID EPINEY

Cette pression interne au milieu scientifique s'ajoute au contrôle de plus en plus serré des résultats de recherche par les collectivités publiques, qui mesurent en publications ou en quantité de fonds levés les performances de leurs chercheurs. «Ces données chiffrées sont trompeuses, car elles rendent compte des activités intellectuelles en des termes réducteurs – leur utilisation va à l'encontre de la nature même des travaux scientifiques. La créativité des chercheurs est étouffée», dénonce le CSSI.

Autre problème pointé par le conseil: la relève, qui est pourtant une préoccupation lancinante du milieu académique depuis les années 1990. La proportion de chercheurs étrangers en Suisse est importante. Ce qui signale la forte attractivité de la place scientifique. Mais c'est aussi un signe inquiétant que la Suisse «ne produit pas assez de chercheurs indigènes», s'inquiète Astrid Epiney.

Récemment nommée rectrice de l'Université de Fribourg, la présidente du CSSI terminera son mandat à la fin de l'année. Elle pointe des difficultés de recrutement de chercheurs issus des universités suisses. «Les carrières scientifiques ne sont pas suffisamment attractives.» Obligée de compter sur un fort apport de chercheurs étrangers, «la Suisse ne peut pas continuer à profiter des chercheurs que d'autres pays ont formés».

Pour Astrid Epiney, la revalorisation des carrières ne passe pas par une «recette miracle» unique, mais par des actions sur plusieurs plans: soutenir les jeunes chercheurs à certaines étapes, permettre des nominations durables en plus grand nombre et multiplier les occasions de carrières indépendantes du poste le plus convoité de professeur ordinaire. Ceux-ci ne sont nommés généralement qu'après de longues années de précarité dont l'issue est incertaine, ce qui «décourage beaucoup de jeunes chercheurs, souvent attirés par de meilleures perspectives professionnelles à l'extérieur du monde académique». I

GENÈVE

Une doctoresse jugée pour homicide par négligence

Une doctoresse des HUG de 48 ans doit répondre depuis lundi d'homicide par négligence devant le Tribunal de police de Genève. Le médecin est accusé de porter une responsabilité dans le décès, en février 2009, d'un enfant de 3 ans, à la suite d'une transfusion.

Les plaquettes sanguines qui ont été données au jeune garçon étaient, selon l'accusation, contaminées par une bactérie. Dix heures avant cette transfusion, un autre patient avait reçu ce sang issu d'un même donneur et avait subi un choc septique, obligeant les médecins à envoyer cet homme de 37 ans aux soins intensifs.

Le Ministère public genevois reproche à la prévenue de ne pas avoir réagi avec promptitude pour retirer ce lot sanguin infecté de la circulation après avoir appris ce qui était arrivé à ce premier patient. En bloquant à temps les poches sanguines incriminées, elle aurait pu empêcher la transfusion sur le garçonnet et l'enchaînement fatal des événements.

«Je suis de tout cœur avec la famille et je partage sa douleur, mais j'estime que je suis accusée à tort», a relevé la prévenue. Pour

la doctoresse, le problème lié au premier patient avait été pris en charge. Elle a affirmé n'avoir découvert que le lendemain de la transfusion la gravité de l'état de santé du trentenaire.

Le Ministère public, représenté par le procureur Grégory Orci, estime au contraire que le médecin, qui avait la responsabilité, à l'époque des faits, du laboratoire d'immuno-hématologie, a «clairement dépassé les limites du risque admissible» dans cette affaire qui a conduit au décès de l'enfant.

La prévenue a indiqué n'avoir jamais, lorsqu'elle travaillait aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), été amenée à bloquer un produit. Elle a précisé que sa fonction n'incluait aucune activité clinique et qu'elle n'avait pas été informée de la gravité de la situation lorsque le premier patient avait fait son choc septique.

Les parents du petit garçon se sont retirés de la procédure et n'assistent pas au procès. Le décès de l'enfant avait fait grand bruit à l'époque et avait remué le personnel et la direction des HUG. Les débats se poursuivent vendredi, avec l'audition des experts, le réquisitoire et la plaidoirie de la défense. ATS

EN BREF

BILAN DE LÉGISLATURE

L'UDC veut renforcer la droite

A deux semaines des élections fédérales, l'UDC dénonce une nouvelle fois «une domination du centre gauche» au Parlement fédéral. Sans virage à droite le 18 octobre, la Suisse risque d'abandonner plusieurs atouts essentiels, a affirmé le parti en présentant son bilan de législature hier à la presse. ATS

HÔTELLERIE

Baisse des nuitées en août

Malgré le beau temps, l'hôtellerie suisse a vu le nombre de nuitées enregistrées reculer de 3,6% sur un an en août, à 4,1 millions d'unités. En particulier les régions de montagne ont souffert d'une baisse de fréquentation – tant des hôtes indigènes qu'étrangers – et de la pression sur les prix. ATS

JEUNESSE SOCIALISTE

Pétition pour les apprentis

La Jeunesse socialiste suisse (JS) a remis hier à Berne 16 000 signatures au président du Conseil national Stéphane Rossini. La pétition exige notamment l'instauration d'un salaire minimum pour les apprentis et un droit au maintien de l'emploi après l'apprentissage. ATS

MOTEURS TRAFIQUÉS

VW avise enfin ses clients

RACHEL RICHTERICH

Tout conducteur de Volkswagen peut désormais savoir si sa voiture est équipée d'un moteur diesel trafiqué. Le constructeur allemand a mis en ligne ce week-end un outil permettant de savoir dans la seconde si le véhicule est doté de l'un de ces logiciels visant à leurrer les contrôles anti-pollution.

Un clic sur l'onglet «informations actuelles à la clientèle» du site de la marque, avant d'entrer le numéro de châssis dans une boîte de dialogue et le tour est joué. «Un tel dispositif sera aussi disponible en début de semaine pour les autres marques du groupe, Audi, SEAT et Skoda», selon Livio Piatti, porte-parole de l'importateur officiel, Amag.

Accompagné de réponses aux questions les plus fréquentes, cet outil fournit des

informations de base aux clients inquiets, dont les demandes affluent, précise Livio Piatti. «Chacune des personnes concernées recevra de toute manière d'ici à quelques semaines une lettre, l'invitant à passer dans un garage pour remettre le véhicule aux normes.»

C'est ce que Volkswagen s'active aujourd'hui à mettre au point, en collaboration avec l'Office fédéral des routes. «Dans la plupart des cas, une mise à jour logicielle suffira», assure Livio Piatti. Elle devrait durer «une à deux heures», après quoi les voitures rouleront selon les normes écologiques en vigueur. Amag rappelle que ces véhicules ne présentent dans l'intervalle aucun danger technique. I

> <http://info.volkswagen.com/ch/fr>

DANGERS NATURELS

Le climat menace les Alpes

Avec le réchauffement climatique, les chutes de pierres et les éboulements pourraient devenir plus fréquents dans les Alpes. Voici un des scénarios concernant l'évolution des dangers naturels élaboré selon une nouvelle méthode par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

Ce nouveau mode de calcul permet d'évaluer dans une région donnée et sur plusieurs décennies la progression ou le recul de dangers naturels. Les risques de chutes de pierres, d'éboulement, d'avalanches, de coulées boueuses et de rivières torrentielles ont ainsi été passés en revue par des experts, a annoncé hier l'OFEV.

La nouvelle méthode d'analyse se base sur la sensibilité du climat. Aucune tendance générale ne se détache en Suisse. Les résultats peuvent même varier selon le versant observé dans les Alpes.

Par exemple, les Préalpes et les régions de basse altitude devraient être moins souvent recouvertes par la neige selon le scénario moyen. Le scénario extrême élargit un peu les zones qui continueront à être enneigées. Et prédit une forte intensité des avalanches de neige mouillée principalement dans le versant sud des Alpes valaisannes.



Le réchauffement pourrait provoquer des glissements de terrain dans les Alpes et les Préalpes. KEYSTONE-A

La fonte du permafrost (un sol en permanence gelé) aura une incidence également sur l'augmentation des coulées de boue. Ce sont surtout les régions montagneuses qui devraient être touchées. Le scénario extrême englobe là aussi davantage de régions, et concerne notamment le Valais et les Grisons. ATS

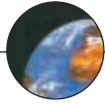
ASSURANCES-VIE

Le 2^e pilier, une «vache à lait»

Les assureurs-vie ont réalisé l'année dernière un bénéfice de 686 millions de francs avec la prévoyance professionnelle, selon Travail Suisse. La faitière syndicale déplore le fait que le 2^e pilier soit devenu «une vache à lait pour l'industrie de l'assurance».

Depuis dix ans, près de 5 milliards de francs seraient «tombés dans les poches des groupes d'assurance, de leurs actionnaires et de leurs managers», d'après une analyse présentée hier en conférence de presse.

«En cas de relèvement de cette quote-part les assureurs-vie auront du mal à mettre à disposition le capital-risque nécessaire pour assumer les sûretés et les garanties demandées, voire ne pourront plus remplir ce rôle», a réagi l'Association suisse d'assurances (ASA). ATS



Erdogan, passage obligé pour l'Europe

CRISE MIGRATOIRE • Le président turc, dont le pays joue un rôle pivot dans la crise syrienne, tant du point de vue des migrants que des opérations militaires sur le terrain, a été reçu hier par les Européens à Bruxelles.

MARC SEMO

Tribun populiste au verbe enflammé, l'islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan sait toujours trouver les mots qui touchent une foule. «Dans ce continent qui prétend détenir la plus grande civilisation au monde, les pays ont longtemps fermé leurs cœurs aux réfugiés venant de Syrie», martelait dimanche le président turc à Strasbourg devant une dizaine de milliers de ses partisans réunis pour un «rassemblement contre le terrorisme», qui était de fait un meeting électoral pour les législatives anticipées du 1er novembre où l'AKP, au pouvoir depuis 2002, espère obtenir la majorité qui lui a échappé le 7 juin.

Avant même d'arriver à Bruxelles hier, l'homme fort d'Ankara avait donné le ton de sa visite à la Commission européenne, la première depuis près de deux ans. «C'est une rencontre qui arrive au meilleur et au pire moment», résume un diplomate bruxellois. Jamais, depuis la fin de la guerre froide, le rôle géostratégique d'Ankara n'a été aussi incontournable.

Incursions aériennes

Pour la question des migrants notamment, en premier lieu ceux qui fuient la guerre en Syrie. Mais aussi en raison de la position frontalière de la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'OTAN, avec la Syrie, alors même que la lutte contre l'Etat islamique dans ce pays constitue la priorité des Occidentaux.

Jamais, depuis la fin de la guerre froide, le rôle géostratégique d'Ankara n'a été aussi incontournable

Or, le risque d'incidents avec l'aviation russe, qui bombarde tous les rebelles, y compris les alliés de l'Occident, est toujours plus élevé, comme en témoigne l'accrochage hier entre deux F16 et un Mig29 russe. Le porte-parole du Ministère russe de la défense a affirmé à ce propos que l'incursion n'a duré que «quelques secondes» et a été causée par de «mauvaises conditions météo». Reste que Vladimir Poutine ne cache pas que son objectif est la sauvegarde du régime et du «boucher de Damas».

A priori, tout aurait dû être simple, mais l'autoritarisme croissant de celui que ses adversaires surnomment le «nouveau sultan» complique singulièrement la donne. Depuis maintenant dix ans, la Turquie a concrètement commencé ses négociations d'adhésion et d'intégration dans sa législation de l'acquis communautaire. Même si le processus est désormais enlisé, il reste toujours ouvert.

«Dans cette catastrophe migratoire et dans cet exode massif provoqué par la guerre en Syrie, la Turquie et l'Union sont dans le même bateau», relève Marc Pierini, de l'institut Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'Union européenne à Ankara. La Turquie accueille quelque deux millions de réfugiés sur son sol et elle a investi plus de 8 milliards d'euros pour les loger.

Faire monter les enchères

Recep Tayyip Erdogan peut sur ce point, à raison, se revendiquer comme modèle face à l'égoïsme européen. Dans ses discussions avec Jean-Claude Juncker comme avec le président du Conseil européen, Donald Tusk, et avec le président du Parlement européen, Martin



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a été reçu hier à Bruxelles notamment par le président du Conseil européen, Donald Tusk. KEYSTONE

Schulz, Recep Tayyip Erdogan a discuté de mesures communes.

L'UE propose des aides financières via l'ONU, Ankara voudrait qu'elles lui arrivent directement. Bruxelles souhaite aussi des mesures communes contre les passeurs - un business estimé à quelque 2 milliards d'euros cette année - mais aussi des patrouilles communes pour bloquer le flux et l'installation à terme de «hot spots», centre de tris sur le sol turc pour différencier deman-

deurs d'asile et migrants. Mais Erdogan compte bien faire monter les enchères, avec le soutien d'une grande majorité de son opinion. «L'Europe ne peut plus bénéficier du rôle de zone tampon exercé par la Turquie, qui est seule à affronter le coût financier et social de l'hébergement des réfugiés syriens», note dans le «New York Times» Sinan Ulgen, directeur du centre de recherche Edam, peu suspect de complaisance pour l'AKP.

© LIBÉRATION

LES FAITS DU JOUR

ZONE DE SÉCURITÉ Le président du Conseil européen, Donald Tusk, et le président turc Recep Tayyip Erdogan ont indiqué avoir discuté hier à Bruxelles de la zone de sécurité qu'Ankara veut installer le long de sa frontière avec la Syrie. Les Européens étaient jusqu'ici très réticents sur cette demande d'Ankara. «Si on veut régler le problème des réfugiés, il y a trois choses» à faire, a expliqué pour sa part M. Erdogan. «La première est d'abord d'entraîner et équiper» les forces rebelles modérées opposées au régime du président Bachar al-Assad en Syrie, comme les Etats-Unis ont commencé à le faire, a-t-il dit. «La deuxième est de décréter une zone de sécurité qui devrait être protégée du terrorisme, la troisième concerne une zone d'exclusion aérienne», a ajouté M. Erdogan. Une telle «zone de sécurité» nécessite «une décision du Conseil de sécurité de l'ONU», a pour sa part souligné le président du Parlement européen, Martin Schulz, qui a également reçu M. Erdogan.

PLAN D'ACTION MIGRANTS L'UE cherche à mieux se coordonner avec ses voisins pour répondre à la crise migratoire, en premier lieu avec la Turquie. Pour l'UE, où quelque 630 000 migrants sont entrés illégalement depuis le début de l'année, l'objectif est de faire d'Ankara un partenaire pour maîtriser, à défaut de l'arrêter, un flux de demandeurs d'asile sans précédent depuis 1945. Dirigeants européens et turcs travaillent sur un «plan d'action» commun. Selon le «Frankfurter Allgemeine Zeitung» de dimanche, un accord (non confirmé de source officielle) stipulerait notamment que la Turquie participe à des patrouilles conjointes avec les gardes-côtes grecs dans l'est de la mer Egée, dans le cadre d'une action coordonnée par l'agence européenne de surveillance des frontières Frontex. Par ailleurs, les migrants tentant de rejoindre l'Europe qui seraient arrêtés seraient ramenés en Turquie, où six nouveaux camps pouvant héberger jusqu'à deux millions de personnes seront construits et cofinancés par l'UE. Pour leur part, les pays de l'UE devraient accepter d'accueillir jusqu'à 500 000 personnes afin de leur permettre de gagner l'Europe depuis la mer en toute sécurité, sans avoir recours aux passeurs, toujours selon le journal qui cite des sources de la Commission européenne et allemandes. Un éventuel accord devrait être soumis aux dirigeants européens lors de leur prochain sommet à la mi-octobre.

FAILLITE DU SYSTÈME HUMANITAIRE Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est confronté à un déficit financier dramatique, a affirmé hier Antonio Guterres à Genève. Ces difficultés sont un des éléments déclencheurs de l'exode de plus de 530 000 réfugiés vers l'Europe. «Le système humanitaire est financièrement acculé à la faillite», a averti M. Guterres, en ouvrant à Genève la réunion annuelle du comité exécutif du HCR.

ATS/AFP

EN BREF

PALMYRE

Destruction de l'Arc de triomphe

La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a «vivement condamné» hier la destruction en Syrie par le groupe Etat islamique de l'Arc de triomphe de Palmyre. Ce monument deux fois millénaire et symbole de cette cité antique était classé au patrimoine mondial. ATS

FOIRE DU LIVRE DE FRANCFORT

Rushdie provoque l'ire de l'Iran

Le vice-ministre iranien de la Culture a critiqué hier la présence de l'écrivain britannique Salman Rushdie à la foire du livre de Francfort, qui s'ouvrira dans une dizaine de jours en Allemagne. Il a indiqué que l'Iran pourrait la boycotter, selon l'agence Isna. La foire du livre de Francfort est l'une des plus importantes au monde. ATS/AFP

TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE

Douze pays riverains concluent un accord transpacifique

Douze pays riverains du Pacifique sont parvenus hier, après sept ans de négociations, à un accord sur un traité de libre-échange (TPP). Le texte pourrait servir de modèle à d'autres en cours de négociation, comme celui entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

«Nous avons conclu les négociations avec succès», a affirmé le représentant américain pour le commerce (USTR) Michael Froman lors d'une conférence de presse à Atlanta (Georgie), entouré des onze autres négociateurs.

Les négociations avaient débuté en 2008 et se sont achevées après une ses-

sion marathon de plus de cinq jours à Atlanta. Elles réunissaient l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam.

Ces douze pays représentent 40% de l'économie mondiale, mais le TPP ne comprend pas la Chine, tenue à l'écart des négociations. Les Etats-Unis souhaitent contraindre la Chine à accepter les dispositions générales du TPP, une fois qu'il sera mis en place.

ATS/AFP

OPTIMISATION FISCALE

L'OCDE promet «la fin de la récréation» fiscale

L'OCDE promet «la fin de la récréation» pour les multinationales habituées à fuir le fisc. L'Organisation de coopération et de développement économiques prévoit quinze actions en vue d'imposer les multinationales dans les pays dans lesquels elles sont actives.

Cette «première refonte des normes fiscales internationales depuis presque un siècle», selon l'organisation basée à Paris et dont la Suisse est membre, doit être validée par le G20, au niveau des ministres des Finances cette semaine puis des chefs d'Etat en novembre. «C'est la fin de la récréation», s'est réjoui auprès de l'AFP Pascal Saint-Amans, directeur à l'OCDE, après plusieurs années de scandales autour des impôts dérisoires payés par McDonald's, Starbuck's et autres Google. Cette «optimisation fiscale» coûterait chaque année entre 100 et 240 milliards de dollars, soit entre 4 à 10% des revenus mondiaux de l'impôt sur les sociétés, estime l'OCDE. ATS/AFP

Turbulences chez Air France

FRANCE • Des bousculades ont émaillé l'annonce du plan de restructuration. 2900 emplois sont menacés avec même des licenciements secs. Du jamais-vu.

BERNARD DELATTRE, PARIS

«Comme ça, il voit ce que c'est de travailler dans le froid et de se retrouver à poil, après des années de sacrifices...», a commenté hier un syndicaliste d'Air France, alors qu'un haut dirigeant de la compagnie, torse nu, était exfiltré du comité central d'entreprise. Il venait d'y être molesté, jusqu'à en perdre la chemise, par des manifestants. Deux autres hauts cadres d'Air France ont, pareillement, été bousculés, lors de cette réunion.

Les heurts ont été unanimement condamnés dans la classe politique. Manuel Valls lui-même, pourtant à ce moment à des milliers de kilomètres de là (en déplacement au Japon), a fait savoir combien il était «scandalisé» par «de tels débordements». Air France va déposer plainte pour violences aggravées. Elle n'avait pas connu un climat social aussi physiquement tendu depuis le début des années 1990, quand son PDG de l'époque avait été assiégé dans son bureau par des syndicalistes en colère.

Hier, dès l'entame de ce comité d'entreprise - qui a fini par tourner court, par la force des choses -, la direction a officialisé un plan de restructuration sévère. Il fait suite à l'échec, la semaine dernière, des négociations sociales qui visaient à mettre en œuvre des «mesures de productivité conduisant à un retour pérenne à la rentabilité».

2900 postes menacés

Ce «Plan B» prévoit 2900 suppressions de postes, frappant aussi bien le personnel au sol que les pilotes et le personnel navigant. Des licenciements secs ne sont même pas exclus, ce qui serait une première dans l'histoire de la compagnie aérienne tricolore. D'ici à 2017, le réseau long-courrier va être réduit de 10%. Cinq lignes non rentables seront fermées, 35 fréquences hebdomadaires seront interrompues, et la flotte long-courrier sera réduite de 107 à 93 appareils, via l'annulation de com-



Aux cris de «à poil, à poil», «démission», le directeur des ressources humaines d'Air France, Xavier Broseta (de dos) s'est retrouvé torse nu, chemise arrachée, forcé d'escalader un grillage pour échapper à la vindicte de manifestants. KEYSTONE

mandes de Boeing 787 qui avaient été passées en 2011.

La compagnie est endettée jusqu'au cou, à hauteur de plus de 5 milliards d'euros

Selon le PDG d'Air France-KLM, Alexandre de Juniac, ces adaptations sont «indispensables pour assurer la pérennité» de la compagnie et «lui permettre de financer son développement». Exhortant à «la mobilisation de tous les personnels», il a assuré que la direction demeurerait «disponible à tout moment pour reprendre les négociations».

Comme en écho, depuis plusieurs jours, le gouvernement

Valls (dont les représentants au conseil d'administration du groupe ont voté ce plan de restructuration) adjure le personnel à «la responsabilité». Et accuse le syndicat majoritaire chez les pilotes, très en pointe dans ce conflit social, de

«visions purement individuelles et corporatistes», selon les mots du ministre des Finances, Michel Sapin, dimanche.

Tout n'est pas joué

«Nous sommes toujours ouverts à la discussion», avaient dit, dès vendredi, les pilotes, qui, depuis la grève historiquement longue et coûteuse de l'an dernier (à propos de la filiale low cost, Transavia) souffrent d'une

image publique très dégradée. Ces derniers jours, ils avaient même été fustigés par les syndicats d'autres catégories du personnel, qui ont consenti davantage d'efforts de productivité qu'eux.

Il n'est donc pas exclu que les négociations reprennent. Ce serait des pourparlers de la dernière chance, pour une compagnie endettée jusqu'au cou, à hauteur de plus de 5 milliards d'euros, et étranglée par un déficit structurel abyssal (entre 350 et 550 millions l'an). Air France est aussi handicapée par une compétitivité moindre que ses rivales et concurrencée à la fois par le succès du low cost (sur les court et moyen-courriers) et par les compagnies asiatiques et du Golfe (sur le long-courrier). I

PORTUGAL

Victoire du centre droit qui se retrouve au pied du mur

Sans enthousiasme, les Portugais ont reconduit dimanche la coalition de centre droit au pouvoir lors des élections législatives. Mais le premier ministre Pedro Passos Coelho se retrouve sur la corde raide: il devra en effet composer avec une opposition hostile à sa politique d'austérité.

Les électeurs «ont fait le pari de la sécurité, mais risquent de se retrouver avec un gouvernement à durée limitée», résumait hier le quotidien «Diario Economico». Le président Anibal Cavaco Silva nommera le nouveau premier ministre après avoir reçu les dirigeants politiques du pays. Il devrait tenter de convaincre M. Passos de former une coalition avec les socialistes, mais il est peu probable que ces derniers acceptent une telle alliance.

L'alliance gouvernementale a réussi la prouesse de remporter les élections législatives après quatre années sous le signe de la rigueur budgétaire, avec 38,6% des suffrages, contre 32,4% au Parti socialiste (PS), qui reste la principale formation d'opposition.

Ce score se situe cependant bien en dessous des 50,4% obtenus par la droite en 2011, et lui fait perdre sa majorité absolue dans un parlement qui bascule à gauche. Les deux partis du gouvernement sortant auront 104 sièges sur 230 au parlement.

Dès dimanche soir, M. Passos Coelho s'est dit prêt à former un nouveau gouvernement, tout en reconnaissant que la nouvelle composition de l'assemblée demandera «plus d'efforts à tous». Il a ainsi tendu la main au Parti socialiste, la principale formation d'opposition, se disant prêt à négocier «les accords indispensables à la mise en œuvre de réformes importantes».

Le chef du gouvernement sortant a également souligné que le PS avait jusqu'ici partagé son «attachement à l'Union européenne et à la monnaie unique» et que sa «tâche la plus urgente» était d'adopter un budget pour 2015 «qui garantisse la maîtrise des comptes publics et la réduction de la dette». Après avoir menacé pendant la campagne de ne pas voter un éventuel gouvernement de droite, le patron du PS Antonio Costa, s'est montré plus conciliant le soir des élections.

«Le PS ne contribuera pas à une majorité de blocage s'il n'est pas en mesure de proposer une alternative crédible de gouvernement», a indiqué l'ancien maire de Lisbonne à l'adresse de la gauche antilibérale. Cette dernière a enregistré dimanche une forte poussée. ATS/AFP/REU

EN BREF

GRÈCE

La zone euro liste les réformes immédiates

La Grèce prévoit un retour à la croissance à fin 2016, selon un projet de budget déposé lundi soir au parlement grec. Un peu plus tôt, Athènes et ses créanciers de la zone euro se sont mis d'accord sur la nouvelle série de réformes à mettre en place par la Grèce. Athènes pourra ainsi obtenir rapidement une tranche d'aide de 2 milliards d'euros. ATS/AFP/REU

CÔTE D'AZUR

Le déluge a fait 20 morts

La Côte d'Azur a entamé hier un laborieux nettoyage des communes frappées samedi soir par des pluies diluviennes, qui ont fait 20 morts dans cette région touristique du sud-est de la France. Deux personnes disparues ont été retrouvées dans la journée.

Parmi les victimes figurent un ressortissant britannique, une Italienne et un Portugais, a précisé à l'AFP une source proche du dossier, sans donner plus de précisions. Les deux personnes disparues et retrouvées dans la journée, l'ont été l'une dans un hôpital et l'autre après une enquête de police.

Quelque 4400 foyers étaient encore privés d'électricité hier en fin de journée, principalement à Cannes et Mandelieu-la-Napoule. Les pompiers ont effectué plus de 1000 interventions depuis samedi soir, selon la préfecture. Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a lui indiqué sur Europe 1 que 563 pompiers étaient toujours déployés sur le terrain ainsi que 300 policiers et gendarmes chargés de sécuriser les zones sinistrées.

Dans le village de Biot où trois pensionnaires d'une maison de retraite ont péri, des dizaines de bénévoles se sont armés de balais, raclettes et de bidons de savon pour aider les sinistrés à retirer les épaisses couches de boue charriées par les flots.

A Mandelieu-la-Napoule, où le bilan humain a été le plus lourd, les secours ont retrouvé hier en milieu de journée un nouveau corps, portant à huit le



C'est à Mandelieu-la-Napoule que le bilan humain a été le plus lourd. KEYSTONE

nombre de victimes dans cette commune. Toutes ont péri prises au piège dans des parkings souterrains en tentant de sortir leur véhicule. Et à Cannes, c'est dans cette ville que l'on a retrouvé les 19^e et 20^e victimes dans l'après-midi, dont une femme de 80 ans environ.

Aucune estimation chiffrée des dégâts n'est encore disponible, mais les sinistrés vont pouvoir commencer à faire leurs comptes. Le président François Hollande, qui s'est rendu dimanche sur les lieux, a annoncé que l'état de catastrophe naturelle serait déclaré dès mercredi, un point clé pour le versement des indemnités.

ATS/AFP/REU

STOCKHOLM

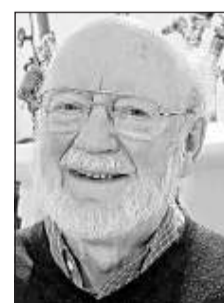
Le Nobel de médecine pour la lutte contre les maladies parasitaires

Le Prix Nobel de médecine a été attribué hier conjointement à William Campbell, né en Irlande, au Japonais Satoshi Omura et à la Chinoise Tu Youyou. Ils sont récompensés pour la découverte de traitements contre les infections parasitaires et le paludisme.

William Campbell et Satoshi Omura sont distingués ensemble pour «leurs travaux sur un nouveau traitement contre les infections causées par des vers», tandis que Tu Youyou est primée pour «ses découvertes concernant une nouvelle thérapie contre le paludisme», a indiqué le jury Nobel.

«Les maladies provoquées par les parasites sont un fléau pour l'humanité depuis des millénaires et constituent un problème de santé mondial considérable», a-t-il précisé.

Selon lui, «les maladies parasitaires touchent particulièrement les populations les plus pauvres du monde et représentent un obstacle immense à



Les lauréats (de gauche à droite): William Campbell, Satoshi Omura et Tu Youyou. KEYSTONE

l'amélioration de la santé et du bien-être humains».

Le Prix Nobel de médecine 2015 concerne «des patients que l'on oublie habituellement beaucoup» et en particulier ceux touchés par le paludisme, s'est réjoui hier Médecins sans frontières. L'ONG a qualifié de «génial» le choix du jury.

«Les lauréats du Prix Nobel cette année ont développé des thérapies qui ont révolutionné le traitement de certaines des mala-

dies parasitaires les plus dévastatrices», a souligné le comité Nobel de l'Institut Karolinska.

«Ces thérapies sauvent des vies, préviennent des handicaps et la propagation de l'infection. Et elles améliorent la vie, le bien-être des personnes, et la croissance économique», a indiqué dans un entretien diffusé sur Twitter la présidente du jury, Juleen Zierath. «Nobel aurait été heureux», a-t-elle ajouté.

ATS/AFP

PARIS
Les syndicalistes européens haussent le ton

Le 13^e Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est terminé vendredi passé à Paris. Au terme de quatre journées très denses, les neuf délégués suisses issus de l'USS et de Travail.Suisse ont approuvé un «Manifeste» qui servira de feuille de route jusqu'en 2019. Retour au plein emploi, opposition à l'austérité, remise en route du dialogue social, place des jeunes, des femmes et des personnes migrantes constituent quelques-unes des préoccupations syndicales européennes majeures.

«Nous sommes complètement solidaires et totalement concernés par les décisions des syndicats européens», ont déclaré Adrian Wütricht et Andreas Rieger, de la délégation suisse, présents parmi quelque cinq cents délégués et mille cinq cents observateurs réunis à la salle de la Mutualité. Ils ont notamment approuvé les orientations de la CES pour les quatre années à venir. Par exemple sur la question des travailleurs étrangers et des migrants en général. Andreas Rieger, de l'USS, insiste sur la nécessité de nouvelles mesures d'accompagnement en Suisse après l'acceptation par le peuple de l'initiative UDC sur l'immigration de masse. «Nous entendons démontrer que l'accueil de salariés étrangers est un 'plus' pour notre économie nationale, et non pas la source d'un dumping social qui freine l'augmentation des salaires.»

Enfin, les deux faitières comptent unir leurs efforts pour que le dialogue social redevienne la règle dans le pays. «Une partie du patronat n'en veut pas, mais heureusement encore une moitié des chefs d'entreprise estiment que les conventions collectives et les accords sociaux sont une nécessité pour la bonne marche de l'économie.»

JEAN-FRANÇOIS CULLAFROZ, PARIS

Henning Mankell a rejoint le commissaire Wallander

LITTÉRATURE • *L'écrivain suédois est décédé dans la nuit de dimanche à lundi des suites d'un cancer à l'âge de 67 ans.*

AURÉLIE LEBREAU

L'écrivain et dramaturge suédois Henning Mankell est décédé hier à Göteborg à 67 ans. Il laisse des millions de lecteurs dans la tristesse, eux qui ont notamment tant aimé suivre les aventures de l'inspecteur Kurt Wallander, dans la ville d'Ystad dans le sud de la Suède.

Atteint d'un cancer à la nuque et aux poumons détecté en janvier 2014, Henning Mankell a tenu depuis lors et jusqu'à une rémission intervenue quelques mois plus tard une chronique de sa «nouvelle» vie ponctuée par la maladie dans le quotidien *Göteborgs Posten*. Hasard des dates, son autobiographie – *Fragments de ma vie* – vient de paraître sous le titre de *Sable mouvant*. Visage grave, regard brun et dense, Henning Mankell y livre ses réflexions sur sa vie si subitement et violemment tourmentée. Il y analyse l'importance de l'instinct de vivre, plus fort que la maladie. Des souvenirs d'enfance s'y intercalent – Mankell a été abandonné par sa mère alors qu'il était tout petit –, mais aussi des souvenirs de voyages.

Une société de plus en plus dure

Le Suédois a débarqué à Paris, en stop, alors qu'il n'avait que 16 ans. Il y reviendra durant les événements de Mai 68, avec l'espoir d'existences meilleures. Engagé à gauche, pro-palestinien, Mankell était aussi un amoureux de l'Afrique, découverte alors qu'il travaillait pour la marine marchande. Il vivait – avec son épouse Eva Bergman, fille de l'immense Ingmar – en Suède, dans le sud de la France et au Mozambique, où il avait fondé un théâtre.

Observateur sensible de la société, l'auteur de nombreux romans et pièces de théâtre a créé le personnage de Wallander au début des années 1990 pour décortiquer l'évolution de la Suède qu'il juge alors raciste. Bien avant la vague des polars nordiques, qu'il a certainement façonnée sans le vouloir, Henning Mankell n'offre pas que du sang à ses nombreux lecteurs – plus de quarante millions d'exemplaires vendus –, mais le portrait d'un homme désabusé par une société se durcissant de plus en plus, d'un type bourru et diabétique, chérissant sa fille et fuyant son ex-femme. Mankell avait déjà fait couler les larmes en annonçant la fin de la série en 2009, avec *L'homme inquiet*. LA LIBERTÉ



Henning Mankell a créé le commissaire Kurt Wallander, qui incarnait une vision désabusée de la social-démocratie scandinave. KEYSTONE

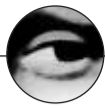
EN BREF

BP VA PAYER UNE AMENDE DE 20,8 MILLIARDS DE DOLLARS

MARÉE NOIRE Le géant pétrolier britannique BP va payer une somme record de 20,8 milliards de dollars (20,3 milliards de francs) après la marée noire survenue dans le golfe du Mexique en 2010, a annoncé lundi la ministre américaine de la Justice. Ce montant est largement supérieur à celui qui avait été annoncé début juillet, lorsque BP avait accepté de verser 18,7 milliards de dollars d'indemnités pour mettre fin aux poursuites aux États-Unis. «Cette transaction historique est une réponse forte et adéquate au pire désastre environnemental de l'histoire américaine», a relevé la ministre Loretta Lynch, lors d'une conférence de presse. «BP reçoit la punition qu'il mérite, tout en fournissant la compensation cruciale pour les dégâts qu'il a causés à l'environnement et à l'économie du golfe», a-t-elle ajouté. Cette pollution sans précédent du littoral a été provoquée par l'explosion, en avril 2010, de la plateforme pétrolière de BP Deepwater Horizon, dans le golfe du Mexique au large du sud-est des États-Unis, qui avait fait 11 morts. Il avait fallu 87 jours pour boucher le puits situé sous 1500 mètres d'eau. Cet accord, qui doit encore être validé par un juge, doit mettre fin aux poursuites intentées par l'Etat fédéral, par cinq États touchés (Alabama, Floride, Louisiane, Mississippi et Texas) et par des autorités locales. M^{me} Lynch a souligné qu'il s'agissait de la pénalité la plus élevée de l'histoire des États-Unis jamais infligée à une seule société. ATS/AFP

TÉLÉVISION

RTS Un	RTS Deux	TF1	France 2	France 3	Arte	M6
<p>7.30 Plus belle la vie</p> <p>7.55 Télé la question !</p> <p>8.15 Top Models</p> <p>8.40 Brothers & Sisters</p> <p>10.10 Euronews</p> <p>11.00 Les feux de l'amour</p> <p>11.40 Scènes de ménages</p> <p>12.10 Plus belle la vie</p> <p>12.45 Le 12h45</p> <p>13.25 Toute une histoire</p> <p>14.35 L'histoire continue</p> <p>15.10 Commissaire Lavolette</p> <p>16.50 Rex</p> <p>Série. Le dernier chemin.</p> <p>17.40 Télé la question !</p> <p>18.00 Le court du jour</p> <p>18.10 Top Models</p> <p>18.30 La roue de la chance</p> <p>18.55 Couleurs locales</p> <p>19.30 Le 19h30</p> <p>20.10 À bon entendeur</p>	<p>6.35 RTS Kids</p> <p>10.40 T.T.C. (Toutes taxes comprises)</p> <p>11.20 Faut pas croire</p> <p>11.50 RTSinfo</p> <p>12.25 Quel temps fait-il ?</p> <p>13.00 Le 12h45</p> <p>13.30 Scandale au pensionnat</p> <p>Film TV. Comédie sentimentale. VM. Avec Vanessa Marano.</p> <p>14.55 Hot in Cleveland</p> <p>15.25 Svizra Rumantscha</p> <p>15.55 Grand angle</p> <p>16.10 Géopolitis</p> <p>16.35 Mise au point</p> <p>17.30 Toute une histoire</p> <p>18.40 Once Upon a Time</p> <p>Série. La naissance d'un pirate.</p> <p>19.30 Le 19h30 signé</p> <p>20.00 Résultats du Trio Magic, Magic 4 et Banco</p> <p>20.10 Les Simpson</p>	<p>6.25 Tfou</p> <p>8.30 Téléshopping</p> <p>9.25 Mon histoire vraie</p> <p>9.45 Petits secrets entre voisins</p> <p>10.45 Une histoire, une urgence</p> <p>12.00 Les 12 coups de midi !</p> <p>13.00 Le 13h</p> <p>13.55 Les feux de l'amour</p> <p>15.10 Brisée par mon mari</p> <p>Film TV. Drame. Avec Josie Davis, David Millbern, Sonja Bennett.</p> <p>17.00 4 mariages pour 1 lune de miel</p> <p>Télé-réalité.</p> <p>18.00 Bienvenue au camping</p> <p>19.00 Money Drop</p> <p>20.00 Le 20h</p> <p>20.40 Nos chers voisins</p> <p>20.45 C'est Canteloup</p>	<p>5.55 Les z'amours</p> <p>6.30 Télématin</p> <p>9.10 Des jours et des vies</p> <p>9.35 Amour, gloire et beauté</p> <p>10.00 C'est au programme</p> <p>10.55 Motus</p> <p>11.25 Les z'amours</p> <p>12.00 Tout le monde veut prendre sa place</p> <p>13.00 13 heures</p> <p>14.00 Toute une histoire</p> <p>15.05 L'histoire continue</p> <p>15.35 Comment ça va bien !</p> <p>17.20 Dans la peau d'un chef</p> <p>Jeu. Bruno Doucet.</p> <p>18.15 Joker</p> <p>18.50 N'oubliez pas les paroles !</p> <p>20.00 20 heures</p> <p>20.40 Parents mode d'emploi</p>	<p>6.00 Euronews</p> <p>6.30 Ludo</p> <p>8.50 Dans votre région</p> <p>Documentaire.</p> <p>10.50 Midi en France</p> <p>12.00 12/13</p> <p>12.55 Météo à la carte</p> <p>Magazine.</p> <p>13.50 Un cas pour deux</p> <p>Série. Meurtres au zoo.</p> <p>14.55 Questions au gouvernement</p> <p>16.05 Un livre un jour</p> <p>16.10 Des chiffres et des lettres</p> <p>16.50 Harry</p> <p>17.30 Slam</p> <p>18.10 Questions pour un champion</p> <p>19.00 19/20</p> <p>20.00 Tout le sport</p> <p>20.20 Plus belle la vie</p>	<p>9.50 Le casse-tête afghan</p> <p>10.45 Les aventures culinaires de Sarah Wiener en France</p> <p>11.40 Amour, le fleuve interdit</p> <p>12.24 Kenya, le village des femmes</p> <p>13.20 Arte journal</p> <p>13.35 Une femme de ménage</p> <p>Film. Avec Jean-Pierre Bacri.</p> <p>15.15 Humanima</p> <p>15.40 Au gré des vents</p> <p>16.25 «J-45», le sous-marin disparu</p> <p>17.20 Xenius</p> <p>17.45 Enquête d'ailleurs</p> <p>18.15 Au gré des saisons - Automne</p> <p>19.00 La France sauvage</p> <p>19.45 Arte journal</p> <p>20.05 28 minutes</p>	<p>6.00 M6 Music</p> <p>7.05 M6 Kid</p> <p>7.20 Disney Kid Club</p> <p>8.05 M6 Kid</p> <p>8.50 M6 boutique</p> <p>10.00 Desperate Housewives</p> <p>12.45 Le 12.45</p> <p>13.15 Scènes de ménages</p> <p>13.45 D'amour et de feu</p> <p>Film TV. Drame. Avec Alona Tal, Ethan Peck.</p> <p>15.35 Innocence suspecte</p> <p>Film TV. Policier. EU. 2004. Réalisation : Kevin Connor. 1h25. Avec Megan Ward.</p> <p>17.20 Les reines du shopping</p> <p>Jeu. Ronde et glamour en robe.</p> <p>18.35 La meilleure boulangerie de France</p> <p>Jeu. Bretagne : Finistère Sud.</p> <p>19.45 Le 19.45</p> <p>20.10 Scènes de ménages</p>
<p>20.55 SÉRIE</p> <p>Camping Paradis</p> <p>Série. Comédie. Fra. 2006. Une fiancée presque parfaite. Inédit. Avec L. Oumac. Cet été, sous la pression de ses parents, Mathieu s'est enfin décidé à leur présenter sa fiancée.</p>	<p>20.35 FILM</p> <p>La taupe</p> <p>Film. Thriller. Fra-GB-All. 2011. Réal. : T. Alfredson. 2h07. Avec Mark Strong, Gary Oldman. 1973. L'agent Georges Smiley est chargé de débusquer une taupe au sein du MI6.</p>	<p>20.55 SÉRIE</p> <p>Mentalist</p> <p>Série. Policière. EU. Avec Simon Baker, Robin Tunney, Tim Kang. 2 épisodes. Lisbon apprend que son frère, Jimmy, joueur invétéré, est recherché en tant que témoin clé.</p>	<p>20.55 MAGAZINE</p> <p>Cash investigation</p> <p>Mag. Présentation : Élie Lucet. 2h04. Inédit. Marketing : les stratégies secrètes. Enquête sur les techniques marketing des grands groupes et sur leurs stratégies ultra secrètes.</p>	<p>20.50 FILM TV</p> <p>Meurtres à l'abbaye de Rouen</p> <p>Film TV. Policier. Fra. 2014. Réal. : C. Bonnet. 1h44. Avec Isabelle Otero. Un capitaine de police, de retour dans sa ville natale, doit se charger d'une affaire de meurtre.</p>	<p>20.55 DOCUMENTAIRE</p> <p>Comme une pluie de parfum</p> <p>Doc. Société. Réalisation : Claire Billet, Olivier Jobard. 1h00. Inédit. Chronique du périple clandestin de cinq jeunes hommes afghans qui ont voulu rejoindre l'Europe.</p>	<p>20.55 MAGAZINE</p> <p>Cauchemar en cuisine</p> <p>Magazine. Présentation : Philippe Etchebest. 1h50. Inédit. Cabourg. Le chef Philippe Etchebest se rend à Cabourg dans une grande brasserie de la côte normande.</p>
<p>22.35 Cartel</p> <p>Film. Thriller. EU. 2013. VM. Réalisation : Ridley Scott. 1h51. Avec Michael Fassbender, Brad Pitt, Javier Bardem, C. Diaz. Un avocat pénal se lance dans le trafic de drogue à la frontière américano-mexicaine.</p> <p>0.30 Only God Forgives</p> <p>Film. Thriller. VM. Avec Ryan Gosling, Kristin Scott Thomas.</p> <p>2.00 Couleurs locales</p>	<p>22.45 Sport dernière</p> <p>Magazine. 0h30. Spécial Lausanne-Ambri. En direct. Cette émission fait le point sur les résultats des événements sportifs survenus dans la soirée dans toutes les disciplines.</p> <p>23.15 Tirage Euro Millions</p> <p>23.20 Le court du jour</p> <p>23.30 L'arbre</p> <p>Film. Drame. Avec Charlotte Gainsbourg, Morgana Davies.</p>	<p>22.40 Mentalist</p> <p>Série. Policière. EU. 2012. Saison 5. Avec Simon Baker, Robin Tunney, Tim Kang. 2 épisodes. L'équipe enquête sur le meurtre d'une journaliste, qui s'appropriait à publier un article.</p> <p>0.20 Euro Millions</p> <p>0.30 Les experts : Miami</p> <p>Série. Chambre noire - Mort aux enchères - Frères d'armes.</p>	<p>23.00 François, le pape qui veut changer le monde</p> <p>Documentaire. Société. 2015. Réalisation : Hugues Nancy. 0h59. Inédit. Depuis son élection, l'Argentin Jorge Mario Bergoglio ne cesse de détonner dans le concert mondial.</p> <p>0.00 Enfants de la précarité et de l'amour</p>	<p>22.35 Grand Soir/3</p> <p>23.10 Le pitch</p> <p>23.15 Le fils de l'autre</p> <p>Film. Drame. Fra. 2012. Réal. : Lorraine Lévy. Inédit. 1h45. Avec Emmanuelle Devos, Pascal Elbé, Jules Sitruk, Mehdi Dehbi. Un Israélien découvre qu'il a été échangé à la naissance avec l'enfant d'une famille palestinienne.</p> <p>1.00 Couleurs outremer</p>	<p>21.55 Pourquoi maintenant ?</p> <p>22.20 L'Europe de l'Est et la crise des réfugiés</p> <p>Doc. Société. Fra. 2015. Réal. : Kéti Vatonis, Jürgen Osterhage, Ben Arnold. 0h35. Inédit. Les pays d'Europe de l'Est refusent le principe des quotas. Ce documentaire tente de comprendre pourquoi.</p> <p>23.20 La gestion des réfugiés</p> <p>23.30 Ce qui nous attend</p>	<p>22.45 Cauchemar en cuisine</p> <p>Magazine. Présentation : Philippe Etchebest. 3h35. Montesquieu. Philippe Etchebest se rend en Ariège dans le restaurant de Fabio et Emilie. Un bel établissement avec jardin qui a du mal à remplir sa salle. Il faut dire que le gérant a vraiment un sale caractère. - Chilly-Mazarin.</p> <p>2.20 Les nuits de M6</p>



Magique cendrillon rossinienne

LYRIQUE • La nouvelle production de l'Opéra de Lausanne étincelle de féerie belcantiste dans une «Cenerentola», chef-d'œuvre de Rossini.

MARIE ALIX PLEINES

Un visuel chamarré aux multiples références cinématographiques – notamment à l'univers de Disney ou à celui de la saga surnaturelle d'*Harry Potter* – titille l'imaginaire des grands enfants que nous sommes. Couronné par une distribution d'excellents chanteurs à l'indiscutable talent comique, l'habile assemblage de tels ingrédients scéniques présage assurément un festin lyrique de choix.

Et de fait, la toute nouvelle *Cenerentola* produite par l'Opéra de Lausanne comble d'aise tout amateur de féerie rossinienne. Dès l'ouverture, ciselée par un Orchestre de Chambre de Lausanne mené avec verve par la baguette caracolante de Stefano Ranzani, la magie agit. Un continuo complice – Marie-Cécile Bertheau au piano – cite en aparté *Le Barbier* ou même Mozart, remplaçant le dernier opéra-bouffe d'un Rossini au sommet de son art virtuose et caractéristique dans l'illustre lignée des œuvres lyriques comiques marquées par les codes de la Commedia dell'arte.

Eblouissante Serena Malfi

Car le ton aussi bien théâtral que musical de cette *Cendrillon* à l'italienne, sur un livret de Jacopo Ferretti, se démarque de son modèle original, le conte de Charles Perrault, par un ton résolument bouffon. Ains des personnages principaux comme la fée se transformant en Alidoro, un vagabond-précepteur incarné par l'admirable basse Luigi De Donato, ou la marâtre de *Cendrillon* en Don Magnifico, un père indigne et alcoolique interprété par le baryton-basse



La *Cenerentola* (Serena Malfi) vaque sagement aux tâches ménagères, alors que ses deux sœurs affûtent les atours d'une séduction vaniteuse. MARC VANAPPELGHEM

Alexandre Diakoff en grande forme vocale et burlesque.

Quand au Prince Don Ramiro de Salerne, le brillant ténor uruguayen Edgardo Rocha, il intervient son rôle avec celui de son valet Dandini, le superbe baryton Giorgio Caoduro, afin de mieux sonder les véritables intentions de ses «promises», les désopilantes Clorinda et Tisbe personnifiées respectivement par les sopranos Laure Barras et Catherine Trottmann. Mais tout ce beau monde s'agitait en vain sans la présence à la fois délicate et humble de la *Cenerentola*, une éblouissante Serena Malfi dont la virtuosité ductile n'a d'égale qu'un timbre chaleureux et d'une absolue générosité vocale.

Et en dépit de quelques libertés littéraires, la fable de-

meure captivante et fort lisible, structurée par un espace scénographique effervescent. Une effervescence qui parvient néanmoins à canaliser avec une surprenante efficacité et une justesse théâtrale quasi jubilatoire les quiproquos bouffons qui traversent la narration.

Premier degré et sophistication

La mise en scène et la scénographie bouillonnante et dynamique proposée par Adriano Sinivia, qui signait déjà la saison dernière un *Barbier* des plus *spumante*, souligne ici à merveille une partition dont les traits de génie profitent de la qualité de cette excellente production.

Il y en a vraiment pour tous les goûts. Du premier degré

jouissif d'une *Fantasia* à la Walt Disney à la sophistication énigmatique d'un labyrinthe de jardin à la française du XVII^e siècle, l'action se pare d'atours judicieux, subtilement mis en valeur par les vidéos souvent discrètes, et toujours pertinentes de Lorenzo Bruno réalisées par Igor Renzetti. Ajoutons à ce panegyrique les costumes chatoyants d'Enzo Iorio et les ensoleilés décors mobiles inventés par Massimo Tronchetti, et que la fête à Rossini commence!

> Me 7 octobre à 19h, ve 9 à 20h, di 11 à 15h, Opéra de Lausanne, 12 av. du Théâtre, Lausanne. Loc: ☎ 021 315 40 20, www.opera-lausanne.ch

> Diffusion sur RTS-Espace 2 sa 7 novembre à 20h.

Voyage dans la langue de Céline

GENÈVE • A la Comédie, Philippe Sireuil porte à la scène l'absurdité de la Grande Guerre décrite par Céline dans son «Voyage au bout de la nuit». Hélène Firla endosse le rôle de Bardamu.

CÉCILE DALLA TORRE

Quatorze années se sont écoulées depuis le carnage de la Grande Guerre lorsqu'en 1932, Louis-Ferdinand Céline prend sa plume pour écrire son *Voyage au bout de la nuit*. Lui, ce médecin, qui manque le Goncourt mais décroche le prix Renaudot en racontant l'absurdité de la guerre avec cynisme, dépit et humour. Celui-là même qui bouleversa l'univers romanesque par son écriture aussi recherchée et construite qu'immédiate et parlée, tout en écrivant quelques années plus tard ses pamphlets antisémites où il se déclare l'«ami d'Hitler».

Il n'empêche que Ferdinand Bardamu, son héros, en a vu. Tout comme son auteur enrôlé dans les rangs contre l'Allemand, il traverse la misère de 1914-1918, «avec en sourdine la crainte d'être tué dans la guerre et la peur de crever de faim dans la paix». En «sursis de mort et amoureux» de Lola, Bardamu accomplit son devoir de mémoire, obnubilé par l'idée de sauver sa peau et de partir pour l'Amérique. «La grande défaite, en tout, c'est d'oublier, et surtout ce qui vous a fait crever, et de crever sans comprendre jamais jusqu'à quel point les hommes sont vaches. Quand on sera au bord du trou faudra pas faire les malins nous autres, mais faudra pas oublier non plus, faudra raconter tout sans changer un mot, de ce qu'on a vu de plus vicieux chez les hommes et puis poser sa chique et puis descendre. Ça suffit comme boulot pour une vie toute entière.»

A la Comédie de Genève, Philippe Sireuil porte à la scène le récit de Bardamu dans l'intimité du Studio André Steiger, adaptant les premiers chapitres de l'ouvrage de



Le *Voyage* version Sireuil, à découvrir dans l'intimité du Studio André Steiger. MARC VANAPPELGHEM

Céline. Il l'éclaire aussi par de belles lumières tamisées et soignées. Car le metteur en scène belge, qui revient après *Les Mains Sales* monté en 2013 sur le grand plateau de l'institution genevoise, a ce souci constant de l'éclairage, au propre comme au figuré. Dans ce *Voyage*, Philippe Sireuil projette les faisceaux lumineux sur un mur de béton comme il réveillerait la froideur et la grisaille d'un ciel de plomb (la scénographie est de Roland Deville).

Clope au bec, chapeau cloche, en complet trois pièces, l'interprète raconte, postée devant cette chape inébranlable. C'est une femme. De sa voix rauque, la Française Hélène Firla, qui travaille dans le sillage de Simone Audemars au Théâtre du

Châtelard (Ferney-Voltaire), endosse le rôle. Scellée à son banc, immobile mais d'une parole vive et preste, elle ressemble plus à l'homme de lettres qu'était Céline qu'au soldat Bardamu dans la peau duquel elle se glisse. Depuis la place Clichy, elle nous plonge dans la machinerie infernale de la guerre tout en gardant en même temps la distance du regard de l'écrivain. Ni tout à fait dedans, ni tout à fait dehors, on bascule par les mots brillants de ce piètre soldat tantôt dans l'absurde et la dérision, tantôt dans l'effroi. Un voyage sans retour dans la grande histoire. I

Jusqu'au 18 octobre, Comédie de Genève, Studio André Steiger, rés: ☎ 022 320 50 01, www.comedie.ch

MAMCO, GENÈVE

Les «Voix Off» redémarrent

Le programme «Voix Off» redémarre au Musée d'art moderne et contemporain de Genève (Mamco). Ce cycle de lectures mensuelles résulte d'un partenariat entre la HEAD, Haute école d'art et de design - Genève et son atelier d'écriture. Depuis 2005, des auteurs issus des domaines de la littérature et de l'art contemporain sont invités à lire des extraits de leurs œuvres. Patrick Bouvet, écrivain et musicien, auteur de pièces radiophoniques, interviendra ce soir au Mamco. Viendra ensuite le tour de Pau-

line Klein (ma 11 novembre), qui lira des passages de son livre *Il n'y a que le particulier qui soit universel*.

Quant à Célia Houdart, publiée chez P.O.L., elle lira le 9 décembre des extraits de *Toute l'étendue de leur spectre*. En 2016 se succéderont Julien Maret (13 janvier), Emmanuel Fournier (10 mars), Samuel Rochery (21 avril) et Martin Rueff (19 mai). MOP

Les lectures du cycle «Voix Off» ont lieu les mardis à 18h30 au Mamco, 10 rue des Vieux-Grenadiers, Genève, www.mamco.ch

EN BREF

THÉÂTRE, GENÈVE

Jeunesse plombée

Avec *D'acier*, on plonge dans une Italie en rade, sa jeunesse plombée, ses aciéries atrophiées. Dans son premier roman écrit à vingt-cinq ans, Sylvia Avallone brosse le portrait d'Anna et Francesca, deux adolescentes qui cherchent leur voie dans la moiteur d'une ancienne cité industrielle de Toscane sinistrée. Robert Sandoz en signe la mise en scène (avec Océane Court, Marion Duval, Rachel Gordy, Lola Riccaboni, David Casada, Noé Favre et Simon Romang). CDT

Du 6 au 18 octobre, Théâtre du Loup, Genève, rés: ☎ 022 301 31 00, www.theatreduloup.ch

NOUVELLE COMÉDIE, GENÈVE

Mobilisation générale

Jeudi à 12h15, les acteurs culturels genevois se rassembleront sur la plaine de Plainpalais. Sous l'égide de l'Association pour la Nouvelle Comédie, artistes, techniciens et professionnels de la scène entendent réaffirmer le rôle joué par la culture, et en l'occurrence le théâtre, à Genève. Ils souhaitent réitérer la nécessité de disposer d'un outil théâtral adapté aux exigences de la création scénique aujourd'hui. Mobilisés sur l'emplacement du cirque Knie, ils veulent réagir au rejet du crédit de construction (45 millions de francs) du nouveau théâtre par la Commission des travaux du Grand Conseil. Avalué par le Conseil municipal en mai dernier, le projet s'inscrit dans le cadre de la nouvelle loi sur la culture entérinant un partage des attributions entre Ville et Etat. Si la Comédie, qui fête ses 30 ans en 2013, est bel et bien un édifice obsolète, le théâtre, lui, est un art plein de vitalité. Un art vital, même, en attente d'un nouvel espace pour le faire rayonner. CDT

Je 8 octobre, 12h15, plaine de Plainpalais, nouvellemcomedie.ch

LITTÉRATURE, GENÈVE

Rencontrer Marina Salzmänn

La librairie genevoise Le Parnasse convie demain à une rencontre avec l'écrivaine Marina Salzmänn, à l'occasion de la parution de *Safran* – son deuxième recueil de nouvelles – aux éditions Bernard Campiche (lire notre critique dans *Le Courrier* de vendredi prochain). Cette rencontre permettra à des lecteurs de lire des passages de leur choix, les lectures étant partagées avec le comédien Claude Thébert. La rencontre sera suivie d'un apéritif. MOP

Me 7 octobre à 18h30, librairie Le Parnasse, 6 rue de la Terrassière, Genève, ☎ 022 736 27 26.

LITTÉRATURE, VAUD

Atelier d'écriture pour enfants

En octobre, la fondation Bibliomedia propose un atelier d'écriture pour les enfants dès 9 ans. L'écrivaine Sylvie Neeman animera cet atelier hors de tout cadre scolaire, les participant-e-s seront invité-e-s à produire de petits textes, puis un récit plus important. Cet événement se déroulera à Lausanne, chez Bibliomedia Suisse (34, avenue César-Roux). Sylvie Neeman écrit pour les enfants et également pour les adultes. Parmi ses publications, on peut citer *Quelque chose de grand*, paru aux éditions La Joie de Lire en 2012. Son prochain ouvrage, *La Mer est ronde*, illustré par Albertine, paraîtra cet automne. MOP

Me 28 octobre, 4, 11 et 18 novembre (dès 9 ans), inscriptions à celine.cerny@bibliomedia.ch ou au ☎ 021 340 70 30.

PRIX DE L'ESSAI ET DE LA CRITIQUE

Le concours est ouvert

La section beaux-arts, musique et lettres de l'Institut national genevois décernera en mai 2016 un Prix de l'essai et de la critique littéraires, le président d'honneur du jury 2016 étant le professeur Michel Jeanneret (UniGE). Le délai de remise des textes est fixé au jeudi 26 novembre. Le prix, doté de 8000 francs, est ouvert aux auteurs de la région romande ou de Rhône-Alpes, qu'ils en soient originaires ou qu'ils y résident. L'œuvre présentée, ouvrage ou article de revue scientifique, doit avoir été publiée pour la première fois après la remise du prix de la critique du précédent concours (septembre 2011). Elle sera remise en sept exemplaires imprimés au secrétariat de l'Institut (1promenade du Pin), sur rendez-vous. MOP

www.inge.ch